



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

S O M M A I R E

Bataille navale: Vladimir Poutine installe sa marine à Port Soudan	Page 2
Les enseignements opérationnels de la guerre du Haut-Karabakh	Page 4
Drones, missiles sol-sol, électronique: les leçons militaires de la guerre du Haut-Karabakh	Page 10
Moldavie, la guerre qui vient	Page 12
Comment Oman voit la normalisation entre Israël et les pays arabes	Page 14
Maroc vs Algérie : duel au sommet	Page 15
Le chef d'état-major de la Marine met en garde contre le « comportement conquérant » de la Chine	Page 17
Jens Stoltenberg : « L'Europe de la défense ne peut pas remplacer l'Otan »	Page 18
Défense: mise en orbite de CSO-2, le deuxième satellite d'observation militaire de la France	Page 21
La France dévoile son prochain porte-avions nucléaire	Page 22
Depuis le lointain Extrême Orient, jusqu'à nos portes, de nombreux conflits larvés sont susceptibles d'un jour dégénérer en conflits majeurs.	Page 23
Militarisation de l'espace: les Européens sont à la traîne	Page 29
IN MEMORIUM	Page 31



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 2

Avec les mercenaires de Wagner, Moscou avance masqué à Bangui

RÉCIT - En Centrafrique, la Russie avance en grande partie masquée, ce qui lui permet de rester sous le radar de l'attention internationale.

Par **Alain Barluet** - Publié hier à 17:49, mis à jour hier à 17:50



Depuis 2018, c'est la société militaire privée russe Wagner, (ici au camp militaire de Berengo), qui a pris en charge la protection du président de la RCA, Faustin-Archange Touadéra.

FLORENT VERGNES/AFP - Correspondant à Moscou

Des renforts militaires russes, possiblement, même si le Kremlin n'en disait mot lundi, mais en tout cas, de façon avérée, des «conseillers militaires», des mercenaires et des spécialistes de l'extraction de divers minerais: dans le regain de tension qui précède l'élection présidentielle de dimanche prochain en République centrafricaine (RCA), ce pays se révèle plus que jamais la tête de pont de Moscou en Afrique. Depuis 2017, la Russie a signé des accords de coopération militaire avec une vingtaine de pays du continent, notamment le Soudan, où la flotte russe s'apprête à installer sa première base navale en Afrique, à Port-Soudan, entre mer Rouge et océan Indien. «*Les informations en provenance de RCA suscitent une sérieuse inquiétude*», a déclaré, lundi, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, sans toutefois confirmer l'arrivée de militaires russes. «*Pour l'heure, nous gardons silence sur ce sujet*», a confié à l'AFP un porte-parole du ministère de la Défense

Bataille navale: Vladimir Poutine installe sa marine à Port



Soudan



Pascal Airault - 23 novembre 2020 à 17h45

« Cette implantation a une vocation d'appui logistique et matériel pour soutenir le déploiement de bâtiments au large de la Corne de l'Afrique, dans le golfe Persique et dans l'Océan Indien », explique Igor Delanoë (Observatoire franco-russe)

Le 17 novembre, Vladimir Poutine a signé un décret validant une proposition gouvernementale d'accord bilatéral avec Khartoum en vue de l'établissement d'un point d'appui naval au Soudan. Cet accord ouvre ainsi la voie au rétablissement d'une base navale russe sur les côtes d'Afrique, à Port-Soudan. Décryptage d'Igor Delanoë, directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe à Moscou.

Pourquoi Moscou installe une base navale à Port-Soudan ?

L'ouverture de cette base résulte de la consolidation de l'empreinte navale russe au Levant. Elle aurait été difficile à envisager en l'absence du détachement opérationnel de la marine russe qui croise depuis une dizaine d'années en Méditerranée orientale. Cette formation a atteint une certaine maturité opérationnelle et peut s'appuyer sur la base navale russe de Tartous en Syrie.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 3

Moscou peut donc maintenant envisager une extension de son empreinte vers la mer Rouge, s'inscrivant dans une continuité historique avec l'URSS qui disposait de base à Berbera (1964-1977), puis sur l'île de Nokra (1977-1991) dans l'archipel des Dahlak, ainsi que de points d'appui à Socotra et Aden.

Quelle sera la vocation de cette base ?

Elle aura une vocation d'appui logistique et matériel pour soutenir le déploiement de bâtiments russes au large de la Corne de l'Afrique, dans le golfe Persique et dans l'océan Indien. A priori, les installations seront modestes. Selon l'accord préliminaire, les Russes mettront à niveau les infrastructures navales à Port-Soudan. La marine russe devrait y déployer un tanker, un atelier flottant et peut-être une ou deux unités combattantes de faible tonnage (vedette, patrouilleur) pour protéger la base. De toute manière, l'accord limite le nombre d'unités navales à quatre. Mais des bâtiments hauturiers en route vers l'océan Indien ou la Méditerranée pourraient transiter à Port-Soudan, y compris ceux disposant d'une propulsion atomique. La seconde fonction de cette base est la projection d'influence. Elle permettra à Moscou de cristalliser son influence sur les flancs arabe et persique du Moyen-Orient – géographiquement plus éloignés de la Russie – et donc de crédibiliser sa posture revendiquée de pourvoyeur de sécurité. Le Kremlin ambitionne de projeter son influence aussi vers l'Océan Indien, les côtes d'Afrique australe et l'hinterland africain. Va-t-on assister à la résurrection de la 8^e Escadre opérationnelle soviétique qui était en charge de l'Océan Indien ? On ne peut pas l'exclure à long terme. Les Russes ne veulent pas subir le rapport de force sino-américain dans la zone indo-pacifique. Une présence navale dans la zone leur permet d'avoir leur mot à dire et de se bâtir une crédibilité.

Est-ce aussi un moyen de renforcer le retour russe sur la scène africaine autour de l'axe Khartoum-Bangui ?

Absolument. Il y a un double vecteur sécuritaire et affairiste russe, les deux se complétant plutôt bien sur les théâtres africains. Il y a d'ailleurs un ambitieux projet de raffinerie (400 000 barils/jour) évoqué entre Moscou et Khartoum depuis quelques années. La création de la base navale russe serait de nature à lui donner forme en apportant une garantie politico-sécuritaire. En s'implantant à Port-Soudan, Moscou s'aménage un accès direct vers la Centrafrique, s'ouvre un nouveau point d'entrée vers le sud libyen ainsi qu'un débouché vers le Tchad. Ce sont des pays où l'on constate une activité russe à des degrés divers et où Moscou déploie un agenda économique et sécuritaire impliquant plusieurs acteurs, y compris des sociétés militaires privées qui sont apparues au Soudan dès 2018.

La Russie cherche-t-elle d'autres implantations ?

En Méditerranée occidentale, la marine russe a besoin de points d'appui pour des opérations logistiques légères qu'elle réalise à Ceuta, en Algérie ou à Malte, afin de soutenir le transit de ces unités arrivant ou quittant la mare nostrum. Or, en incitant les pays de la région à fermer leurs ports aux bâtiments de guerre russe, l'Otan pousse mécaniquement la Russie à chercher à s'ancrer plus solidement dans le bassin occidental méditerranéen. Et le seul théâtre qui offre un potentiel, c'est la Libye, si tant est que le conflit évolue favorablement pour les intérêts russes. Dans ce cas, Moscou cherchera à obtenir a minima des facilités pour ces navires de guerre. Mais la voilure de sa flotte la dispense de l'obligation d'entretenir une base navale en Libye, sans oublier le coût politique – à l'égard de l'Otan – et financier que cela engendrerait, étant donné que des travaux d'extension ont été entrepris à Tartous, en Syrie.

Ce projet de base signe-t-il la fin des ambitions turques sur l'île de Suakin ?

La Turquie avait conclu avec le précédent gouvernement soudanais un accord en vertu duquel Ankara aurait obtenu l'usufruit de l'île de Suakin, au sud de Port-Soudan, pour 99 ans. Il s'agissait d'un centre de commerce à



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 4

l'époque ottomane, et le site a conservé un certain patrimoine que la Turquie se proposait d'ailleurs de restaurer. A priori, les Turcs nourrissaient des ambitions surtout commerciales et auraient déjà investi près de 650 millions de dollars dans ce projet. Sur le volet naval, il n'y a eu aucune avancée, mais les Turcs disposent d'un point d'appui pour leur marine en Somalie.

La cohabitation maritime russo-turque va-t-elle de soi ?

Les marines russes et turques sont voisines en Mer Noire. Leurs équipages sont habitués à se croiser. Les bâtiments russes traversent les détroits du Bosphore et des Dardanelles presque toutes les semaines. Même s'il y a des ambitions concurrentes et parfois antagonistes, Russes et Turcs ont appris à cohabiter en mer par nécessité. Côté turc, une certaine inquiétude est toutefois palpable au sujet de la résurrection des capacités navales de la Russie, surtout en Mer Noire, dont le président Erdogan a expliqué en 2016 qu'elle était pratiquement devenue « un lac russe ».

Comment cette base est-elle perçue par la Chine, l'Inde, l'Egypte et Israël ?

L'Inde voit certainement l'ouverture de cette base comme un développement positif dans la mesure où elle est de nature à faire contrepoids à l'empreinte chinoise. Quant à la Chine, vu la modestie du projet et le différentiel abyssale entre les capacités hauturières russe et chinoise, elle ne semble pas y voir un caractère de dangerosité. Vu d'Israël, il y a la perception qu'un maillon supplémentaire a été ajouté dans le dispositif russe qui « encercle » l'Etat hébreu, après les bases en Syrie, la flotte russe au Levant et la présence de soldats russes à proximité du Golan. Enfin, au Caire, cette implantation est perçue à travers le prisme de la confrontation avec la Turquie, et à ce titre, plutôt bien accueillie.

Proches de Khartoum, la France et les Etats-unis ont-ils les moyens de contrer ce projet ?

Vu de ces deux pays, cette implantation revêt un caractère au minimum indésirable qui procède de la lecture menaçante qui est faite à Paris et Washington de la revitalisation des capacités navales russes. Autrement dit, s'il est possible de faire échouer ce projet, ils ne se priveront pas de le faire.

Les enseignements opérationnels de la guerre du Haut-Karabakh

Le 10 novembre 2020, l'Azerbaïdjan et l'Arménie signaient sous l'égide de la Russie un accord mettant fin aux hostilités dans le Haut (ou Nagorno) — Karabakh. Après six semaines de guerre, l'Azerbaïdjan reprenait le contrôle des sept districts peuplés d'Azéris et de Kurdes qui étaient occupés par les Arméniens depuis 1994. Elle recevait également le droit de maintenir ses forces armées dans les territoires conquis, dont le district de Chouchi qui commande le corridor étroit de Lachine entre l'Artsakh, selon l'appellation arménienne du Nagorno-Karabakh, et l'Arménie. Elle obtenait enfin un accès libre à travers le territoire de l'Arménie jusqu'au Nakhitchevan, son enclave jouxtant la frontière avec l'Iran. La Russie s'engageait de son côté à déployer 2 000 soldats sur place dans une mission d'interposition et de maintien de la paix. Si l'Artsakh survivait comme entité politique au statut des plus flous, son existence était largement menacée à terme. Il s'agissait là de gains considérables pour l'Azerbaïdjan, 26 ans après le désastre de la guerre perdue contre l'Arménie. Cette victoire nette de l'Azerbaïdjan a pu surprendre ceux qui étaient restés sur les défaites humiliantes des armées 1990 face à des troupes arméniennes incontestablement supérieures, plus motivées et mieux commandées. Elle ne doit pourtant rien au hasard.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

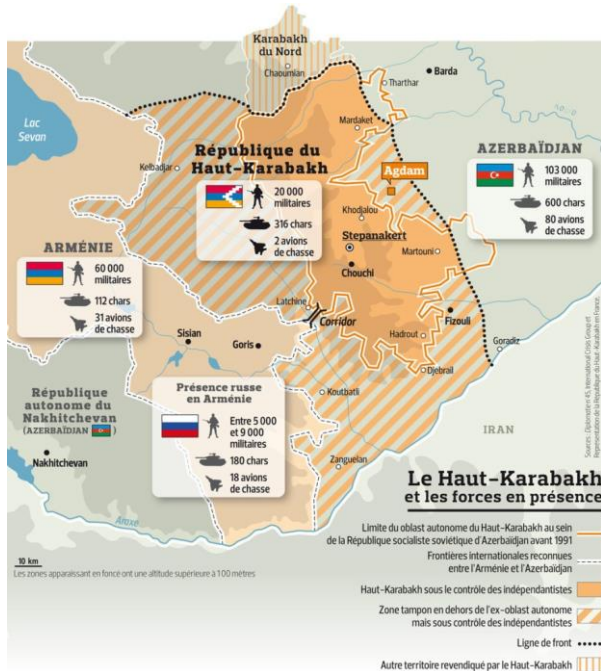
Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 5

La guerre est un acte politique

Le gouvernement azerbaïdjanais a d'abord déclenché cette guerre, car il n'a pas été dissuadé de le faire. Il n'a pas été retenu par l'ordre international et la peur de sanctions et de rétorsions diverses pour avoir employé la force. Il est vrai que la communauté internationale, ni même d'ailleurs l'Arménie, n'a jamais reconnu la République du Haut-Karabagh, et plutôt soutenu la position de l'Azerbaïdjan en particulier sur les districts occupés autour de l'Artsakh. En 2007, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) qui tente de normaliser la situation dans la région a établi leur restitution à l'Azerbaïdjan comme un préalable nécessaire à la paix. En face, l'Artsakh et son protecteur arménien ont toujours fait preuve d'intransigeance, arguant de la nécessaire sécurité de ce glacis, et persuadés de toute manière de leur supériorité militaire [1].



Et c'est bien là, le deuxième élément. L'Azerbaïdjan a effectivement longtemps été dissuadé par la réelle supériorité arménienne. Elle s'est efforcée patiemment de la surmonter. Les Azéris ont consacré plus 24 milliards de dollars de 2009 à 2018 à leur Défense [2]. L'Azerbaïdjan est le 9e pays au monde en termes d'effort de défense rapporté au PIB. Tout le monde a remarqué l'investissement dans les drones achetés à Israël et à la Turquie, mais les achats plus classiques d'engins blindés modernes ont au moins été aussi importants. L'essentiel est cependant ailleurs. Il ne suffit pas d'accumuler des équipements modernes pour être une bonne armée, il faut surtout savoir bien les utiliser. L'armée azerbaïdjanaise a beaucoup travaillé avec l'aide des Turcs. Par une formation soutenue et de nombreux exercices, elle a considérablement augmenté son capital de compétences depuis les savoir-faire de base des combattants jusqu'à l'organisation d'opérations interarmes et interarmées complexes. Elle a aussi innové en adoptant un certain de procédés nouveaux turcs et russes employés en Syrie ou dans le Donbass.

En face, l'Arménie n'a que peu bougé. Son effort de défense est certes conséquent puisqu'elle se trouve au 10e rang mondial, mais avec un PIB très inférieur à celui de l'Azerbaïdjan. Là où cette dernière investissait 24 milliards de dollars, l'Arménie n'en dépensait que 4. Cela n'inquiétait visiblement pas beaucoup les autorités arméniennes dont beaucoup avaient connu la guerre précédente et restaient toujours persuadées de la supériorité qualitative de leurs forces et de celles de l'Artsakh. Non seulement les Arméniens n'ont pas assez investi matériellement, mais ils ont peu innové, laissant ce champ à leurs adversaires, une erreur fatale quand on a moins de ressources. Avec des budgets comparables, il aurait été possible de construire un système défensif mieux organisé, en profondeur, enterré, camouflé et associé à une force décentralisée de technoguerilla, pour reprendre l'expression de Joseph Henrotin. Pour le prix de l'escadrille de chasseurs multirôles Su-30 SM, dont pas un ne décollera pendant la guerre, il aurait possible de se constituer une flotte de drones de combat supérieure à celle de l'Azerbaïdjan. On se trouve là dans un cas d'inertie consciente où même après les accrochages violents de 2016 on voit venir la guerre, mais on ne fait pas grand-chose de sérieux pour y faire face.

Il est vrai que l'Arménie comptait aussi beaucoup sur son alliance militaire avec la Russie, très présente sur son sol avec la grande base de Gyumin. Le problème est que lorsque l'on dépend d'un unique et puissant protecteur, il ne faut pas le fâcher. Or, la Russie n'apprécie pas le nouveau régime arménien issu de la révolution de 2018. Elle a donc saisi l'occasion de cette nouvelle crise pour lui rappeler son statut d'allié captif, en laissant clairement entendre qu'elle défendrait le territoire de l'Arménie si celui-ci était agressé, mais qu'elle



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 6

ne combattrait pas pour l'Artsakh. La Russie se permettait d'affaiblir son image construite d'allié fiable, mais au profit de celle de protecteur indispensable lorsque la situation sera devenue critique. Cette posture a été le « feu vert » pour l'Azerbaïdjan, mais c'est aussi la Russie qui a été le seul interlocuteur à pouvoir négocier la paix. Il est même possible selon certains que la Russie ait même imposé la paix à l'Azerbaïdjan en menaçant d'intervenir. Elle est en tout cas devenue le nouveau protecteur de ce qui reste de l'Artsakh.

De même, à noter enfin que si la Russie se posait comme protecteur ultime de l'Arménie, la Turquie faisait avec l'Azerbaïdjan en déployant quatre avions F-16 sur la base de Ganja, en maintenant une posture de vigilance à la frontière turco-arménienne, en soutenant matériellement les forces azéries et même en engageant sans le revendiquer une force de mercenaires syriens dans ses rangs. On a là un bon exemple, proche de ce qu'a pu faire la France dans plusieurs conflits africains, d'implication sous le seuil de la guerre ouverte.

En résumé, si l'Arménie a été battue, c'est parce qu'elle était devenue battable et que tous les freins diplomatiques à l'engagement azéri ont été levés.

La conquête

La zone des combats est de 250 km de large sur 300 de long, l'équivalent d'un département français, correspond au Haut-Karabagh lui-même et aux districts azéris conquis à la fin de la guerre de 1994 et occupés depuis par la milice arménienne.

La majeure partie du Haut-Karabagh est montagneux et forestier, mais le sud de la zone le long de la frontière iranienne est plat et plus accessible. Le système de défense de l'Artsakh y est fondé sur un réseau de points d'appui tenus et un deuxième échelon de forces de manœuvre à base de petits bataillons blindés mécanisés et de groupes d'artillerie, avec un arsenal ex-soviétique ancien, mais conséquent : environ 300 chars ou véhicules blindés d'infanterie et 140 pièces d'artillerie, dont il est difficile de déterminer le taux de disponibilité réel. L'armée du Haut-Karabagh dispose aussi d'une petite force aérienne avec deux avions d'attaque Su-25, quatre hélicoptères d'attaque Mi-24, cinq hélicoptères de transport Mi-8 et quatre drones de reconnaissance Krunk. L'ensemble représente environ 40 000 combattants d'active et de réserve, un poids énorme pour une population de moins de 170 000 habitants. Cette force est largement soutenue par l'Arménie par le corridor de Lachine qui relie les deux territoires et par lequel passent la logistique, les équipements et les combattants venus d'Arménie.

L'offensive azérie lancée le 27 septembre présente de nombreuses analogies avec les deux offensives russes dans le Donbass en août 2014 et janvier 2015. Il s'agit d'abord très classiquement d'une opération séquentielle où on cherche à s'emparer du terrain et non d'une opération cumulative où on s'efforce de faire pression sur l'ennemi, par des feux aériens le plus souvent, pour le faire céder. On peut la suivre sur la carte et en prédire la fin. Elle est lancée sur l'ensemble de la ligne de front. Le 4e corps d'armée engagé au nord et au centre, essentiellement pour des raisons politiques afin de s'emparer des zones azéries tenues par les Arméniens, est assez rapidement et logiquement stoppé. Le terrain difficile favorise le défenseur et les axes peu nombreux et encaissés peuvent facilement être bloqués. La combinaison mines-missiles antichars y a causé de fortes pertes pour des gains de terrain limités, mais jugés suffisants et qui ont permis de fixer une partie des forces ennemies.

L'effort est porté au sud, avec trois corps d'armée concentrés sur la partie sud, la plus accessible. C'est une zone de 50 km sur 50 où sont menées une série de petites avancées par blocs avec, comme au Donbass, mais aussi en Syrie et notamment par l'armée turque, une phase de neutralisation par le couple artillerie/LRM-drones de reconnaissance suivi d'une phase d'assaut blindé.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 7

Les armées du Caucase ont hérité de l'Union soviétique une artillerie diversifiée et pléthorique, souvent plus volumineuse que celle de l'armée de Terre française. L'artillerie azérie disposait ainsi d'un arsenal de 600 pièces diverses réparties dans les 23 brigades motorisées, mais aussi une brigade d'artillerie, qui regroupe les armes à longue portée, et une brigade de lance-roquettes multiples (LRM). Cette artillerie est cependant ancienne et à la précision très éloignée des standards occidentaux. La combinaison avec des drones de reconnaissance a d'un seul coup donné un surcroît d'efficacité à ses pièces anciennes. À la masse des feux notamment des LRM s'ajoutent maintenant une plus précision et une grande réactivité, puisque la boucle de tir, de la détection à l'évaluation, est plus rapide.

Non seulement, l'artillerie azérie a été efficace dans la neutralisation des défenses arméniennes, mais elle a pu, largement étouffer l'artillerie arménienne par sa contre-batterie grâce aux pièces lourdes, type 2S7 Pion de 203 mm, et LRM à longue portée, comme les BM 30 Smerch. Autre point fort, l'emploi des 80 canons automoteurs de 122 mm 2S1 comme « canons d'assaut » frappant en tir direct jusqu'à 2 000 mètres les positions retranchées ennemies. L'artillerie azérie dispose enfin avec les LORA de missiles balistiques suffisamment précis avec un écart circulaire probable de 10 m (une chance sur deux de frapper dans ce diamètre) pour effectuer des missions d'interdiction, en frappant par exemple le pont dans le corridor de Lachine et provoquant ainsi une sérieuse entrave la logistique arménienne.

Les groupements de manœuvre ont progressé ensuite derrière ces feux. Au moins autant que l'acquisition de drones armés, c'était l'acquisition ces dernières années de cent chars russes T-90, avec une option pour cent autres, qui auraient dû inquiéter le commandement arménien. Ils sont venus s'ajouter à un parc déjà conséquent, de 95 T-55 peu utilisés, mais surtout de 470 T-72 dont certains modernisés avec l'aide israélienne. Même en ne considérant que les engins les plus modernes, c'est un arsenal considérable pour un pays de cette importance.

Les trois corps d'armée évoluant au sud de la zone d'action le long de la frontière possédaient un potentiel de trente à quarante groupements tactiques interarmes chars-infanterie mécanisée et artillerie automotrice, qui ont évolué et se sont relevés au rythme des cessez-le-feu sur des fronts de 1 à 2 km en progressant de trois à quatre kilomètres par jour.

À partir du moment où ils évoluent dans un contexte de supériorité dans le « ciel terrestre », c'est-à-dire dans l'environnement immédiat où évoluent les obus, les roquettes, et les appareils de reconnaissance et d'appui, et qu'ils sont évidemment servis par des hommes courageux et compétents, rien ne peut résister à l'attaque de ces groupements dès lors que la ligne de défense est franchie. Celle-ci a tenu deux semaines.

Le point clé de Fizuli est pris le 17 octobre. Cinq jours plus tard, toute la zone frontalière avec l'Iran est conquise et la manœuvre pivote ensuite en direction de Chouchi, le véritable centre de gravité de la région, lieu historique et symbolique au cœur du Haut-Karabagh, à 15 km de la capitale Stepanakert, mais surtout sur l'axe principal et vital reliant l'Artsakh et l'Arménie.

Significativement, si les pertes humaines de la guerre de 1988-1994 étaient largement en défaveur des Azéris (de l'ordre 3 ou 4 pour un combattant arménien), celles de 2020 sont en leur faveur, dans une proportion qui reste à définir. Le gouvernement arménien a annoncé la mort de 2 425 hommes, dans les forces de l'Artsakh et les siennes, une proportion considérable des troupes engagées, ce qui témoigne de leur courage comme de la violence des combats. Du côté azéri, le président de l'Azerbaïdjan a parlé de 1 500 martyrs, c'est peut-être sous-estimé, mais on est très loin des 20 000 morts de la première guerre, certes beaucoup plus longue.

Le groupe néerlandais Oryx a documenté précisément les pertes en équipements du conflit. Ces estimations étant fondées sur des images, elles sont forcément inférieures à la réalité, mais elles montrent là encore la très grande létalité du combat moderne, en particulier pour les véhicules. Les destructions de chars de bataille



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 8

des deux camps représentent à elles seules la moitié du parc théorique français. La disparité des pertes y est aussi frappante, alors que les Azéris étaient en posture d'attaques de positions défensives, leurs pertes matérielles prouvées sont inférieures de moitié aux pertes arméniennes, et parfois plus encore. Les Azéris n'ont eu par exemple que 32 chars détruits pour 121 arméniens. Plus de 200 pièces d'artillerie arméniennes de tout type ont été détruites, pour un LRM et un mortier azéri, preuve de la suprématie azérie dans la contre-batterie. Un autre point significatif est le nombre d'équipements capturés par les Azéris, correspondants à entre 30 % et 100 % du nombre de ceux détruits, alors qu'inversement les matériels capturés par les Arméniens sont très peu nombreux. Tout cela témoigne d'une supériorité quasi systématique sur les points de contact, sauf dans la région du nord où le terrain équilibrait les choses, avec plusieurs niveaux tactiques d'écart, ce qui a permis à plusieurs reprises de disloquer les dispositifs ennemis et donc d'obtenir de grands décalages de résultats.

Le ciel du Caucase est un espace trop dangereux pour les avions

L'aspect le plus remarquable de ce conflit a été l'emploi massif des drones par les forces azéries, notamment dans les premiers jours afin de briser les contre-attaques aériennes. On a moins remarqué la rareté, voire l'absence des avions, un phénomène déjà observé pendant la guerre dans le Donbass en 2014-2015. Non sans mépris pour ces drôles d'engins volants, il était de bon ton dans les armées occidentales de considérer que les drones ne survivraient pas longtemps dans un environnement de haute intensité, et que les avions de combat resteraient les rois du ciel. C'est exactement l'inverse qui s'est passé dans les deux premiers conflits du siècle entre États : les drones ont été omniprésents et les avions rares, car jugés trop vulnérables ou, dans le cas russe, d'une signature politique trop élevée.

L'Azerbaïdjan et l'Arménie disposent pourtant d'une flotte non négligeable, avec une trentaine d'avions de combat disponibles et une vingtaine pour l'autre dont quatre Su-30 SM. C'est, et surtout pour les avions les plus modernes, un investissement considérable pour ces petits pays. Ils sont donc assez rares, un pour 150 000/300 000 habitants environ (comme pour la France) et précieux. L'avion de combat est désormais un engin de luxe qu'il est difficile de se payer avec des budgets contraints et sa perte est une catastrophe. Or, là aussi héritage soviétique et russe, ces deux pays disposent aussi d'un solide réseau de défense antiaérienne, sans parler des forces russes et turques très proches qui pourraient frapper à tout moment sur la toute la zone des combats.

Comme dans le contexte ukrainien, la défense tend alors à l'emporter, au moins pour les avions, car les drones au contraire sont paradoxalement moins vulnérables. En l'absence de capacité de fusion (plot-fusion) les réseaux de radars ont du mal à repérer ces petits objets lents et volants à basse relative altitude. L'armement prévu pour abattre des avions n'est pas non plus très adapté à ces cibles anormales. Les instruments de brouillage manquent également pour couper les liaisons entre les drones et les stations de conduite. Dans ce contexte, si quelques Su-25 ont pu être utilisés, dont un abattu dès le deuxième jour, les μ Mig-29 et même les Su-30 SM sont restés au sol faisant fonction de « flottes en vie » utilisables en dernier recours dans un niveau supérieur d'escalade. Il n'y aura qu'un seul avion abattu, un Su-25.

Il n'y aura par ailleurs que deux hélicoptères abattus, un Mi-8 de part et d'autre, ce qui tend à prouver surtout du côté azéri, qui dispose d'une flotte très conséquente d'hélicoptères d'attaque avec plusieurs dizaines de Mi-24 et surtout 24 Mi-35 M que ceux-ci ont été engagés de manière très prudente et/ou que les défenses aériennes arméniennes ont bien été neutralisées ou détruites.

La parole a donc été donnée aux drones et plus particulièrement les drones de l'armée azerbaïdjanaise qui a su se constituer une petite flotte capable d'effectuer presque toutes les mêmes missions qu'une aviation de combat, mais pour beaucoup moins cher et évidemment moins de pertes humaines. Les Azéris disposaient ainsi d'une flotte de vingt drones israéliens de reconnaissance (Héron, Hermes 450 et 900, Aérostar, Orbiter



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 9

3), dix MALE armés turcs Bayraktar TB2, ainsi qu'un certain nombre de drones-suicide israéliens Harop, SkyStriker et Orbiter 1 K. Plus surprenant et preuve là encore d'une opération intelligemment préparée, les Azéris ont constitué une flotte de vieux biplans An-2 Colt sans pilotes et guidés depuis le sol, qui pourraient peut-être servir de bombes volantes avec une quantité énorme d'explosifs ou, ce qui a été le cas, afin de servir d'appâts pour les défenses antiaériennes arméniennes qui se découvraient ainsi et étaient frappées immédiatement par les TB2 ou par l'artillerie.

Car et là c'est un phénomène inédit, jamais des drones n'ont autant détruit en une seule campagne. Le grand raid aérien initial classique, par avions ou missiles de croisière, détruisant ou neutralisant les capacités de défense antiaérienne ennemies, a été remplacé par un raid de drones TB2, dont les missiles MAM-L ont fait des ravages, et de drones-kamikaze Harop attirés par les émissions radars. Le 4 octobre, l'armée azérie revendiquait la destruction de 33 systèmes de défense antiaériens arméniens, dont un S-300. Oryx de son côté a documenté la destruction de 27 systèmes et 12 radars.

Les drones azéris ont également effectué des missions d'interdiction, avec au moins un convoi logistique arménien frappé par des missiles TB-2. Ils ont surtout entravé tout mouvement d'une force sur véhicules. On sait depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale que les unités terrestres motorisées sont vulnérables aux attaques aériennes, des avions d'abord, chose dont les forces occidentales ont largement profité depuis 1990, des hélicoptères ensuite, avec le bémol de la vulnérabilité, et maintenant des drones armés dont tout indique qu'ils sont en train de se « démocratiser ». Cela ne signifie pas la fin des unités motorisées, et notamment de chars qui au contraire ont été le fer de lance de l'offensive azérie, mais qu'elles doivent être accompagnées d'un système de défense adapté à courte portée et de moyens de guerre électronique, sachant que la tendance est là encore au drone autonome. Les drones-suicide Harop par exemple, peuvent avec des résultats un peu dégradés, effectuer des frappes sans être guidés.

De la dissuasion intra-guerre

À la manière maoïste, l'Arménie fondait sa capacité de dissuasion sur le couple défense populaire-missiles à longue portée. La défense populaire, on l'a vu, reposait sur la mobilisation et la résistance acharnée des miliciens artsakhiotes soutenues par les « volontaires » venues d'Arménie. Cela n'a pas suffi. La seconde composante reposait sur un arsenal assez conséquent de missiles balistiques Scud-B et OTR-21 Tochka améliorés, capables de projeter des dizaines de charges de plusieurs centaines de kilos d'explosifs sur l'ensemble du territoire de l'Azerbaïdjan depuis le Nagorno-Karabakh. On pensait alors à Erevan que dans une stratégie du « faible au fort », cette capacité globale de destruction dépasserait les gains d'une conquête éventuelle d'un territoire de seulement 160 000 habitants.

L'Azerbaïdjan a répondu d'abord en se constituant à partir de 2011 un solide réseau de défenses antimissiles, russe avec l'acquisition de deux divisions de missiles antiaériens S-300 PMU-2, puis aussi israélien avec la commande neuf systèmes de tir israéliens Barak-8 avec deux radars EL/M-2080 Green Pine, qui présentaient aussi l'intérêt pour Israël de pouvoir déceler des tirs de missiles iraniens, mais il n'est pas certain qu'ils aient été déployés.

La stratégie arménienne se trouvait prise en défaut. Après les incidents de 2006, l'Arménie décidait d'aller donc plus loin en obtenant de la Russie l'acquisition d'un bataillon de modernes et puissants Iskander E SRBM. L'achat des avions multi rôles Su-30SM doit se comprendre aussi dans cette volonté de montrer que l'on faisait quelque chose en achetant des moyens haut de gamme censés faire peur à l'Azerbaïdjan. Mais après le bouclier défensif, l'Azerbaïdjan se dotait aussi d'une force de frappe moderne conséquente avec quelques systèmes biélorusses Poronez et turcs TRG-300, sur châssis LRM, et surtout des LORA israéliens, à la fois puissant et précis.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 10

La force de frappe à longue portée arménienne n'a donc dissuadé en rien l'offensive azérie. Pire en détruisant d'emblée grâce aux drones une grande partie du système de défense antiaérien arménien, donc six lanceurs S-300 et même un lanceur de missiles balistiques (a priori SCUD), la position d'équilibre qui pouvait exister entre les deux forces de frappe a été en partie rompue.

Les frappes sur des cibles civiles ont commencé, semble-t-il, le 3 octobre avec des tirs azéris de roquettes Smerch sur Stepanakert, sans que l'on n'en connaisse très bien la raison. Peut-être s'agissait-il de faire fuir la population, ce qui sera le cas pour la moitié de l'Artsakh. L'Arménie riposte en lançant un missile Scud sur la ville et base militaire de Ganja, ce qui induit en retour de nouveaux tirs sur Stepanakert. Il y a donc une escalade surtout du côté arménien où on cherche à compenser une situation que l'on contrôle plus sur le terrain en essayant d'exercer autrement une pression sur l'ennemi. Les forces arméniennes frappent donc à nouveau Gandja puis la ville de Barda. Elles auraient aussi, semble-t-il, essayé de frapper les installations pétrolières au nord de Bakou. L'ensemble est erratique, à la fois trop faible pour avoir véritablement un impact stratégique, et trop fort pour ne pas susciter de réprobations internationales, comme le 28 octobre lorsqu'une frappe de LRM Smerch tuait 21 personnes et en blessait plus de 80.

Les Arméniens avaient peut-être l'espoir de finir par provoquer une intervention russe, mais les Russes ne bougent pas, même quand le 14 octobre des tirs azéris frappent des emplacements de lanceurs sur le sol de l'Arménie ou quand les Azéris abattent par erreur un hélicoptère russe.

Dans l'ensemble, cependant et si les chiffres sont contestés de part et d'autre, les pertes civiles totales sont estimées à environ 50 morts du côté arménien, plutôt dans les combats au sol, et 90 morts du côté azéri du fait des frappes à distance. Un chiffre finalement assez faible pour une guerre de haute intensité de 44 jours, à comparer par exemple aux 500 morts des 78 jours de campagne aérienne de l'OTAN au Kosovo et en Serbie en 1999 ou au millier de morts de la campagne aérienne américaine en Afghanistan d'octobre à mi-décembre 2001, pour des cadres espace-temps comparables. La différence est que dans le conflit du Nagorno-Karabakh, on a fait endosser le risque aux soldats sans beaucoup le transférer aux civils.

Au bout du compte, on se trouve dans une situation très classique, mais un peu oubliée d'un conflit clausewitzien, ouvert, avec un début et une fin clairs, marqué par un duel des armes jusqu'à la réduction à l'impuissance d'un des adversaires. La montée aux extrêmes a été contenue et il n'a jamais été question à aucun moment de détruire l'ennemi, mais simplement de le soumettre à sa volonté politique. L'Azerbaïdjan a emporté ce duel parce qu'il y avait accord entre les objectifs et les moyens conçus puis utilisés pour les atteindre. Face à une nation qui n'a pas aussi bien analysé les choses et n'a pas su se doter d'un modèle de forces adapté, la victoire était certaine avant même le premier coup de feu. Notons pour conclure qu'il serait intéressant de simuler une situation où les forces françaises qui ont désormais moins de moyens que celles de l'Azerbaïdjan, 76e puissance mondiale, se seraient retrouvées à la place des Arméniens.

Drones, missiles sol-sol, électronique: les leçons militaires de la guerre du Haut-Karabakh



Jean-Dominique Merchet

23 novembre 2020 à 12h45

Le conflit a été marqué par un large emploi de matériels modernes, permettant des frappes à distance. Une leçon méditée dans les états-majors



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 11



La défaite militaire face à l'Azerbaïdjan, effective depuis le 9 novembre, provoque une crise politique en Arménie, où le ministre de la défense a démissionné vendredi. Les troupes russes se sont déployées dans le Haut-Karabakh, où une partie des Arméniens sont revenus dans leurs foyers alors que l'Azerbaïdjan récupère des territoires précédemment occupés. La France, soutien de l'Arménie, tente de se réinsérer dans le jeu diplomatique.

Les 44 jours de la récente guerre du Haut-Karabakh sont riches de leçons militaires. Certes, chaque conflit possède ses propres caractéristiques et ce qui vient de se passer dans le Caucase n'est pas directement transposable ailleurs. Toutefois, l'affrontement entre Arméniens et Azerbaïdjanais fait écho aux analyses développées dans de nombreuses armées. Ainsi, le général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de terre, estime que « les conflits se durcissent ». « L'affrontement Etats contre Etats n'est plus une utopie », ajoute-t-il, en présentant une nouvelle « vision stratégique » qui vise à « durcir » l'armée de terre.

« Les moyens de frappe à distance ont été au centre de la guerre du Haut-Karabakh », constate Marc Chassillan, ingénieur et consultant, l'un des meilleurs spécialistes français de l'armement terrestre. Largement diffusées sur les réseaux sociaux, les images ont montré un large emploi des drones et des missiles sol-sol. « Le conflit en Ukraine l'avait déjà montré : 80% des pertes y ont été le fait des frappes à distance. L'artillerie est redevenue la reine des batailles », poursuit-il.

Drones kamikazes. Dans le Haut-Karabakh, les drones ont joué un rôle déterminant dans la victoire de l'Azerbaïdjan, qui en était largement pourvu. En revanche, l'Arménie n'en a guère utilisé et elle n'a pas été en mesure d'assurer la maîtrise du ciel au-dessus de ses troupes. Celles-ci ont été systématiquement frappées, de manière souvent très précise. L'Azerbaïdjan est équipé de drones turcs et israéliens. Ces derniers, comme les Harop, sont des engins kamikazes. Ils orbitent dans le ciel et lorsque leur opérateur (à distance) repère un objectif, il précipite le drone sur lui. Sa charge explosive fait le reste.

Les appareils de fabrication turque, en particulier les Bayraktar TB2, sont de petits avions pilotés à distance et armés de bombes légères (50 à 60 kg) développés spécialement pour ce type d'engins. Rien à voir avec les gros Reaper américains qui équipent l'armée de l'air française : ceux-ci pèsent sept fois plus lourd, volent beaucoup plus longtemps (24 heures) et plus loin grâce à leur liaison satellite et tirent des munitions de 250 kg. Toutefois, ces appareils sophistiqués – et chers – ne sont pas nécessaires sur un théâtre comme le Haut-Karabakh, où les distances sont beaucoup plus courtes, quelques dizaines de kilomètres, qu'au Sahel, par exemple.

Les drones sont à la fois lents, petits et avec une très faible signature radar, parce qu'ils sont fabriqués avec du plastique ou des matériaux composites

Les forces arméniennes l'ont constaté à leurs dépens : il est très difficile d'intercepter des drones. Les systèmes de défense aérienne ont été conçus pour intercepter des avions ou des hélicoptères de combat, voire des missiles. Les drones sont à la fois lents, petits et avec une très faible signature radar, parce qu'ils sont fabriqués avec du plastique ou des matériaux composites. Pourtant très sophistiqués, les systèmes antiaériens russes, dont les Arméniens sont équipés, n'ont pas été en mesure de leur interdire leur ciel. Le même phénomène avait été observé récemment en Syrie et surtout en Libye.

Guerre électronique. Les drones ont un point faible : pour fonctionner, ils ont besoin d'une liaison avec leur opérateur à distance. « Les Russes disposent de brouilleurs d'une puissance phénoménale et ils sont parvenus



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 12

à rompre les liaisons, mais les Turcs sont également très en pointe en matière de guerre électronique », donc de contre-brouillage, assure Marc Chassillan. C'est la partie la moins visible et la plus secrète de ce conflit : la bataille dans l'espace électronique. Turcs et Russes, qui se sont déjà frottés en Syrie et en Libye, se sont une nouvelle fois mesurés dans le Haut-Karabakh, au travers des systèmes fournis à leurs alliés. Les Ukrainiens, qui s'équipent de drones turcs, suivent cela de très près... en pensant au front du Donbass. En une dizaine d'années, l'industrie de défense turque a fait de considérables progrès. Cela correspond à une volonté du président Erdogan qui s'appuie sur des entreprises nationales.

Le rôle exact des mercenaires syriens, côté azerbaïdjanais, reste mal connu

L'autre caractéristique majeure de la guerre du Haut-Karabakh est l'emploi massif de missiles sol-sol, plus que d'artillerie classique à base de canons ou d'obusiers. Le matériel russe a été utilisé des deux côtés, avec des systèmes assez rudimentaires, comme les roquettes Grad, la version moderne des « orgues de Staline », mais également des engins beaucoup plus sophistiqués, comme les missiles Iskander. Non-signataires des conventions d'interdiction, les deux pays ont utilisé des engins à sous-munitions.

Les avions et hélicoptères ont été peu utilisés, mais les deux camps ont largement utilisé leurs véhicules blindés. Les forces spéciales azerbaïdjanaises, vraisemblablement formées par leurs (excellentes) homologues turques ont été infiltrées dans les zones montagneuses, où elles ont déstabilisé les lignes de défense arméniennes, jusqu'à la ville symbole de Choucha. Le rôle exact des mercenaires syriens, côté azerbaïdjanais, reste mal connu. Le bilan des pertes militaires n'est pas encore établi avec certitude, mais s'élève à plusieurs milliers, soit de l'ordre d'une centaine de morts par jour. On évoque des chiffres de l'ordre de 2 500 à 4 500 côté arménien et de 1 500 en face. Les chiffres officiels des victimes civiles sont connus : 93 morts et 407 blessés parmi les Azerbaïdjanais et deux fois moins pour les Arméniens : 54 morts et 148 blessés. Les deux parties s'accusent mutuellement d'avoir délibérément visé des zones civiles, ce qui relève du crime de guerre.

Moldavie, la guerre qui vient

En 1991, la région russophone située à l'est de la Moldavie, la Transnistrie, avait fait l'objet d'un conflit. Alors que l'Union européenne s'est dernièrement taillé une place au cœur de l'État moldave, ce conflit pourrait se rouvrir.

Une carte blanche de Noé Morin, spécialiste de la Russie contemporaine et consultant politique à Bruxelles.

L'Union soviétique s'est brisée comme un vase dont nous ramassons encore, quelque trois décennies plus tard, les débris qui jonchent l'Europe. Lorsque la Moldavie s'est affranchie de la tutelle soviétique en 1991, elle l'a fait au détriment de sa partie orientale et russophone, la Transnistrie, qui désirait l'union avec la Russie. Une guerre éclate alors, qui se termine par la victoire des séparatistes de Transnistrie à l'appui desquels la

14^e armée de Russie, forte à l'origine de 6 000 hommes. L'enclave devient par la force des choses la pointe avancée des forces armées russes en Europe. À ce titre, elle est perçue par l'Otan comme une menace, et par l'Union européenne comme une rémanence archaïque de la guerre froide.

Pourtant, à l'issue d'un référendum en 2006, le peuple transnistrien proclame à nouveau son originalité en se prononçant dans son immense majorité pour l'indépendance et l'intégration progressive à la Russie. En dépit du fait que la communauté internationale refuse toujours de reconnaître les territoires sécessionnistes, pour les Transnistriens, la question est tranchée : leur langue est le russe, leur religion l'orthodoxie, et leur vocation de rejoindre la civilisation slave.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 13

À défaut d'être reconnu, cet état de fait est tacitement accepté par Chisinau, la capitale. Il faut dire que la Moldavie demeure dépendante de la Russie pour ses fournitures énergétiques et une partie non négligeable de son commerce. À partir de 2010, cependant, la Moldavie se tourne de plus en plus vers l'Union européenne, avec laquelle elle signe en 2014 un accord d'association qui prévoit notamment la transition vers le libre-échange et l'alignement de la législation du pays sur les normes de l'UE. Désormais, les deux tiers des exportations moldaves sont dirigées vers des pays européens, et 65 % des investissements directs étrangers en Moldavie proviennent de l'UE.

Coup de tonnerre à Moscou

Par le biais du commerce, l'Union européenne se taille une place au cœur de l'État moldave. En effet, l'accord d'association de 2014 prévoit de faire converger les intérêts politiques et sécuritaires des deux parties et prescrit à la Moldavie une série de réformes institutionnelles qui ont eu pour effet d'y faire décliner l'influence russe. La victoire le 15 novembre 2020 de Maia Sandu au second tour de l'élection présidentielle moldave est l'aboutissement de cette orientation. Cette quadragénaire à l'apparence inoffensive, diplômée de Harvard et ancienne économiste à la Banque mondiale, est acquise au mode de vie occidental et aux automatismes technocratiques de la gouvernance européenne.

Les premiers mots de la présidente élue ont été pour la Transnistrie, où elle souhaite le départ des militaires russes et leur remplacement par des gardiens de la paix de l'OSCE. "Nous sommes un pays indépendant et nous ne tolérons plus la présence de troupes étrangères sur notre territoire", a-t-elle déclaré à l'occasion d'une conférence de presse le 30 novembre. La déclaration a fait l'effet d'un coup de tonnerre à Moscou, où le dossier moldave suscite beaucoup d'inquiétude, d'autant plus que Maia Sandu semble réticente à l'idée de rembourser un arriéré de paiement de 7,5 milliards de dollars à la société gazière russe Gazprom. Le Kremlin, qui a appelé au dialogue avec Chisinau, se rassure pour l'heure en se répétant que Maia Sandu, dont la présidence débutera officiellement le 24 décembre, ne possède pas encore le pouvoir de mettre ses menaces à exécution.

En effet, le Parlement moldave est dominé par le parti socialiste d'Igor Dodon, président sortant, soucieux de préserver la relation avec Moscou. Ces dernières semaines, il a fait voter plusieurs textes qui protègent le statut de la langue russe en Moldavie et soustraient au Président le contrôle des agences de renseignement. Dans ces conditions, Maia Sandu n'a pas d'autre choix que de solliciter des élections législatives anticipées (normalement prévues en 2023) et d'appeler ses partisans à manifester devant le Parlement.

Éviter l'escalade

Si Maia Sandu devait obtenir une majorité au Parlement moldave, dans trois mois ou dans trois ans, il est à craindre que le conflit gelé de la Transnistrie se rouvre. Dans le meilleur des cas, Chisinau et Moscou pourraient s'entendre sur une solution médiane de désarmement de la Transnistrie en échange de solides garanties sur le respect de la minorité russophone en Moldavie. Dans le pire des cas, Maia Sandu pourrait être amenée à répéter l'erreur du Géorgien Saakachvili en 2008, qui, se croyant soutenu par l'Otan, avait essayé d'annexer les provinces séparatistes d'Ossétie du Sud (où des forces russes de maintien de la paix étaient stationnées sous mandat international) et d'Abkhazie. Le conflit s'était soldé par l'intervention de l'armée russe et la débâcle de Tbilissi.

En Transnistrie, cependant, les quelque 1 500 soldats russes postés dans la petite république autoproclamée se trouvent dans une situation précaire au point de vue stratégique. Dans l'hypothèse d'une offensive moldave, leur ravitaillement par la Russie se révélerait extrêmement difficile car la Transnistrie est ceinturée par des pays - l'Ukraine, la Moldavie et, plus à l'ouest, la Roumanie - qui lui sont hostiles. Il serait néanmoins envisageable que des navires russes remontent par l'embouchure du Dniestr depuis les eaux ukrainiennes dont ils devraient d'abord franchir plusieurs dizaines de milles nautiques illégalement. Par ailleurs, il semblerait que les stocks de munitions dont disposent les forces russes en Transnistrie soient en grande partie hors d'usage.



Dans l'hypothèse d'un blocus économique, le problème de l'enclavement de la Transnistrie se pose également. Rien ne pourrait soulager l'asphyxie économique de la petite république.

Fort heureusement, nous sommes encore loin de ces scénarios catastrophes mais il n'est pas trop tôt pour se poser la question suivante : voulons-nous que les précédents géorgien (2008) et ukrainien (2013) se reproduisent ? On ose espérer que dans cette affaire l'Union européenne évitera l'escalade et ramènera le pouvoir moldave à la raison.

lalibre.be

Comment Oman voit la normalisation entre Israël et les pays arabes



Pascal Airault - 16 décembre 2020 à 12h45

Mascate s'est réjoui du rétablissement des relations diplomatiques entre Tel Aviv et plusieurs capitales arabes. Elle pourrait toutefois encore attendre avant de faire de même, espérant des concessions sur la question palestinienne

Le sultanat d'Oman a salué l'annonce du Maroc de rétablir des relations diplomatiques avec Israël, en espérant que ce rapprochement renforcerait les efforts de paix au Moyen-Orient. Beaucoup ont interprété cette position comme le signe de la volonté de Mascate de normaliser aussi ses relations avec l'Etat israélien.

Pour la presse israélienne, c'est une affaire presque réglée. Oman sera le prochain pays à normaliser ses relations avec l'Etat hébreux après les Emirats arabes unis, Bahreïn, le Soudan, le Maroc. Pas si sûr, du moins à court terme. A 66 ans, le sultan Haitham ben Tarik est un homme expérimenté qui inscrit la diplomatie omanaise dans la ligne dressée par le sultan Qabus ibn Saïd. Il a occupé le poste de sous-secrétaire du ministère des Affaires étrangères pour les affaires politiques, avant de devenir ministre de la Culture et du Patrimoine, poste qu'il occupait jusqu'à sa nomination.

Dans son premier discours, en janvier 2020, le nouveau sultan s'était engagé à maintenir une politique étrangère basée sur la coexistence pacifique entre les nations et sur la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres. Une politique d'équilibre et de neutralité qui vaut à Oman d'être souvent consulté dans les médiations internationales et pour la libération d'otages.

Les autorités omanaises ont applaudi le processus de normalisation entamé avec les autres pays arabes. Ils y voient un moyen de faire progresser les efforts vers une paix au Moyen-Orient et surtout de mettre la pression sur Israël à propos de la question palestinienne.

Relations secrètes. Oman a longtemps entretenu des relations secrètes avec Israël et une coopération en matière de renseignements. Le Premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, s'est rendu au Sultanat d'Oman en 1994, ce qui a permis d'ouvrir, deux ans plus tard, des représentations commerciales dans les deux pays. Mais Oman a fermé son bureau en octobre 2000, quelques semaines après le déclenchement de la deuxième Intifada. « Notre relation officielle n'a pas pleinement abouti, confie un diplomate omanais. Et Israël a ensuite rejeté le plan de paix arabe [initiative du roi Abdallah d'Arabie saoudite en 2002] pour lequel nous avons milité. »



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 15

En octobre 2018, Benjamin Netanyahu s'est rendu à Mascate pour rencontrer feu le sultan Qabus, une visite révélée à son retour. A l'issue de cette rencontre, la diplomatie omanaise a parlé d'Israël comme un « Etat accepté du Moyen-Orient », plaidant ensuite par un rapprochement avec les pays arabes. « Nous n'avons pas encore tranché sur la normalisation, explique pourtant le diplomate. Le sultan d'Oman est respectueux des accords internationaux et soutient les propositions arabes. S'il y a un avancement vers la "solution des deux Etats" [Israël et un Etat palestinien vivant côte à côte], la porte sera ouverte à une normalisation avec un bon nombre de pays, et pas seulement Oman ».

Prudence. A Mascate, on tient à rester prudent sur le sujet, même si l'on reconnaît qu'il y a des pressions de l'administration Trump pour une normalisation d'ici à la fin du mandat du président américain. « Ceux qui la signent conservent leur position sur le conflit israélo-palestinien, se réjouit le diplomate omanais. La coopération sécuritaire, politique et économique pourra peut-être faire bouger les lignes israéliennes, notamment si les demandes sont portées par les Emirats arabes unis ».

Pour Oman, le sujet de la normalisation suscite aussi des prises de position à l'intérieur du pays. Le mufti du sultanat, sheikh Ahmed bin Hamad al-Khalili, a mis en garde contre toute normalisation, y voyant un pacte avec l'ennemi. Les autorités omanaises ont reçu lundi une délégation iranienne menée par le vice-ministre des Affaires étrangères, Seyed Abbas Araghchi, pour participer à la 7^e session du Comité de consultation stratégique entre les deux pays. L'Iran estime que le processus de normalisation en cours est « un coup de poignard dans le dos des Palestiniens », selon les propos d'Hossein Amir-Abdollahian, conseiller du président du Majlis (le Parlement).

Point mort. Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a aussi envoyé un haut responsable du Fatah, Jibril Rajoub, à Mascate. Il implore les autres pays du Golfe à ne pas normaliser leurs relations avec Israël tant que le processus de pacification israélo-palestinienne restera au point mort.

Pays entretenant une position d'équilibre, Oman rejette toutes ces interventions. « L'Iran n'est pas en mesure de nous soumettre à des pressions, ajoute le diplomate omanais. Elle a plus besoin de nous pour faire passer des messages aux Américains, comme on l'a fait par le passé. Nous sommes prêts à reprendre du service si les Américains et les Iraniens nous le demandent. La future administration Biden a une carte à jouer pour relancer les négociations sur le nucléaire et amener Téhéran à discuter aussi de la question des missiles balistiques. Elle pourra mettre dans la balance les sanctions imposées par l'administration Trump qui ont un impact économique, même si l'Iran a toujours fait preuve de résilience. »

Ces derniers mois, Oman s'est rapproché des Emirats arabes unis et de son prince héritier, Mohammed Ben Zayed, fervent acteur du rétablissement des relations entre Israël et les pays arabes. Les relations ont connu des hauts lorsque les Omanais ont découvert, en 2010, une cellule d'espions à la solde d'Abou Dhabi pour enquêter sur la sécurité nationale et le gouvernement. Les Emiratis ont ensuite reproché la neutralité omanaise dans la crise du Golfe avec le Qatar. Mais ce conflit pourrait connaître un début de détente lors du prochain sommet des pays du Golfe qui se tiendra à Riyad, le 5 janvier, en présence de tous les dirigeants de la région.

Maroc vs Algérie : duel au sommet



LETTRE DU MAGHREB. Avec la reconnaissance par les États-Unis de sa souveraineté sur le Sahara, le Maroc marque des points sur l'Algérie, désormais sous pression.

Par notre correspondant à Tunis, Benoît Delmas

Publié le 13/12/2020 à 08:57 | Le Point.fr



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 16

Avec la décision de Donald Trump de reconnaître la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, le Maroc dame le pion à l'Algérie, principal soutien des indépendantistes sahraouis. © FAROUK BATICHE / AFP

Allure de big-bang au Maghreb. En deux tweets, le président des États-Unis a modifié la physionomie politique de la région. Le dix décembre, à 5 : 9 PM, @realDonaldTrump a indiqué qu'il venait de signer « la proclamation de la reconnaissance de la souveraineté marocaine au Sahara occidental ». Une minute après, l'impétueux nous a appris que « nos deux grands amis Israël et Maroc rétablissaient leurs relations diplomatiques ». Peu après, le cabinet du roi Mohammed VI a confirmé et livré une plus ample explication. Le Maroc a ainsi engrangé une importante victoire diplomatique. Celle-ci couronne un cap et une attitude. Dans les capitales voisines, c'est la stupeur. Le statu quo qui fige la région depuis des décennies vient de valser.

Un tabou peut en cacher un autre

Sur le papier, l'annonce des liens renoués entre Tel-Aviv et le Royaume chérifien semble la plus spectaculaire. Pourtant, l'accord sur le Sahara occidental est beaucoup plus significatif. Dans ce conflit sans horizons, toutes les médiations s'étant avérées ineptes, le contexte a été utilisé à plein. Le président Trump, sur le départ, souhaite laisser son nom dans l'Histoire avec son plan de paix pour le monde arabe. Jared Kushner, son gendre, et Mike Pompeo, son secrétaire d'État, n'ont pas lésiné pour tenter d'obtenir l'accord de certains pays.

Des Émirats à Bahreïn, on a noué des liens avec Israël. Le tabou nommé Israël n'a pas été cassé comme un simple vase de Soissons par Rabat. Le communiqué du cabinet royal a réitéré son soutien à la Palestine, prônant une solution à deux États, précisant que l'accord serait circonscrit à trois points : des vols directs, des relations diplomatiques dans « les meilleurs délais », des relations innovantes en économie. L'annonce ne fait qu'officialiser des liens faussement distendus. Une inconnue : l'opinion publique, « la rue » comme on dit, qui est favorable à la cause palestinienne. Le contexte joue pleinement son rôle : le Covid-19 a durement frappé la région, les préoccupations sont économiques et sociales alors que la pandémie n'est pas maîtrisée.

En échange de cette promesse de fiançailles, une décision de poids : Washington reconnaît la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental. Une zone riche en phosphates dont 72 % des réserves sont au Maroc et au Sahara occidental, en ressources halieutiques aussi... De quoi provoquer la fureur d'Alger, mais en a-t-elle actuellement les moyens diplomatiques ?

Rabat utilise la situation figée en Algérie

« Alger est empêchée », dit-on avec pudeur. Hirak, Covid-19, le président Tebboune qui a disparu depuis plus de quarante jours : la puissance régionale qu'est Alger pâtit d'une gouvernance contestée dans la rue et d'un vide au sommet de l'État. Une situation fantomatique préoccupante quand on connaît le degré de concentration des pouvoirs à la présidence de la République. Une vacance qui coûte des points à la puissance régionale. Pour petit exemple, le dossier libyen. Ramtane Lamamra était pressenti pour devenir le haut représentant en Libye du secrétaire général des Nations unies. Le soft-power algérien n'étant pas au mieux, c'est un Bulgare très compétent qui fait figure de favori. Parmi les alliés, on déplore les absences algériennes.

Quand Alger se caractérise par une mauvaise humeur récurrente, brandit sans cesse « la main de l'étranger », un recours au complot permanent, Rabat cultive ses bonnes relations, les jardine. Idem avec les pays du Golfe. Si le président Tebboune a disparu (aucune image officielle depuis la fin octobre), Mohammed VI est également peu présent en son Royaume. Certains Marocains s'amusent à compter le nombre de jours de présence de Sa Majesté sur le sol national. Les problèmes de santé du roi, pointés par un rapport parlementaire français, demeurent l'un des sujets les plus secrets du Royaume.

Il n'empêche que le Royaume fonctionne, utilise le contexte. Et le fait savoir. Les réactions dans les pays qui composent le Maghreb ont été de faible intensité, mis à part l'Algérie. Désormais, c'est un duel pour le leadership régional qui oppose les deux pays sous la houlette de Mohammed VI, fait feu de plusieurs bois.



Il a mis en place une diplomatie africaine qui parie sur le long terme. Accords commerciaux, infrastructures, hubs financiers, diplomatie religieuse : l'édification est méthodique. Ses rapports avec les Occidentaux sont de bon aloi. Ses dépenses militaires croissent de façon très importante depuis 2018. Des hélicoptères Apache, des tanks Abram ont été commandés aux Américains.

Le chef d'état-major de la Marine met en garde contre le « comportement conquérant » de la Chine

Lors de ses deux premières auditions parlementaires [au Sénat et à l'Assemblée, ndlr] en tant que chef d'état-major de la Marine nationale [CEMM], l'amiral Pierre Vandier avait insisté sur le « retour de l'usage stratégique de la mer », marquant la « face visible du nouveau cycle géopolitique actuel. »

Ainsi, avait souligné le CEMM, la « mer est redevenue une zone de friction, de démonstration de puissance, souvent désinhibée » et, « demain, elle pourrait être une zone d'affrontements », alors que le « code de bonne conduite entre nations n'est plus toujours respectés ». Et de citer la fortification d'îlots à peine émergés pour en faire des bases militaires, la prospection « sans vergogne » de la zone économique exclusive des pays voisins ou encore le pillage des ressources halieutiques « partout où les espaces ne sont pas défendus. »

Des pratiques dont la Chine est régulièrement accusée [ce dont l'amiral Vandier s'était toutefois gardé de rappeler]... En effet, Pékin pratique la politique du fait accompli en mer de Chine méridionale en installant des capacités d'interdiction et de déni d'accès [A2/AD] sur des récifs poldérisés des archipels Spratleys et Paracel, envoie des navires de prospections dans des eaux qui ne sont pas les siennes [ce qui donne lieu régulièrement à des frictions avec le Vietnam et la présence de ses flottilles de pêche au large des côtes africaines et sud-américaines suscitent régulièrement des tensions, comme encore récemment aux Galapagos.

Dans le même temps, la Chine fait son retour dans le domaine maritime. « Ce dernier est d'abord économique au moyen des routes de la soie qui vont jusqu'en Europe, leurs points d'atterrissage étant au Pirée en Grèce ou à Venise en Italie. Le grand retour est aussi militaire, la Chine s'armant en mer à cadence de combat. Tous les quatre ans, la Chine met à l'eau l'équivalent de la marine française », avait en effet relevé l'amiral Vandier.

Mais ce dernier est allé plus loin à l'occasion d'un entretien donné à l'AFP, en marge d'un déplacement au Japon, où il a notamment rencontré Nobuo Kishi, le ministre nippon de la Défense. À Tokyo, on redoute les visées chinoises, notamment celles sur l'archipel Senkaku...

« Il y a une grande communauté de vues entre les autorités japonaises et nous sur la politique indo-pacifique », a confié l'amiral Vandier. Interrogé sur « l'expansionnisme et le militarisme chinois dans les espaces maritimes », il a fait observer, comme lors de ses auditions parlementaires, que le « rapport de force militaire est en train d'évoluer extrêmement rapidement »... en faveur de Pékin.

« Petit à petit, les équilibres militaires qui prévalaient depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale sont en train d'être rebattus », a dit le CEMM, avant d'évoquer une « pression chinoise » qui « inquiète » non seulement les pays de la région mais aussi la France, en particulier en terme de « liberté de navigation. »

« La poldérisation de la mer de Chine et la sanctuarisation des eaux territoriales afférentes du fait de la poldérisation font l'objet d'une controverse portée devant les Nations unies » et la « Chine a un comportement très affirmatif, très conquérant en termes d'eaux territoriales », a expliqué l'amiral Vandier. Et pas seulement si l'on prend en compte la situation de Taïwan...



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 18

Quoi qu'il en soit, la France veut « pouvoir continuer à utiliser les espaces maritimes, conformément au droit international » et il n'est pas dans son intention « d'aller à l'affrontement ou à faire des provocations », a assuré le CEMM.

Comme l'avait expliqué une étude du capitaine de corvette Axelle Letouzé publié en 2017, la mainmise de Pékin sur la mer de Chine méridionale constituerait un « risque pour la liberté d'action dans les zones d'opération de la France, y compris en Océan Indien » et serait une « arme stratégique » dans la mesure où une telle situation pourrait altérer le commerce international en cas de conflit.

Quant à ses échanges avec les responsables japonais, l'amiral Vandier a dit avoir noté une « inquiétude » chez eux, suscitée par l'arrivée annoncée d'une nouvelle administration à Washington, laquelle pourrait se concentrer davantage sur « les problématiques intérieures », ce qui se traduirait un engagement moindre sur la scène internationale. « [Le président] Donald Trump avait fait sienne une démonstration assez puissante sur les dangers de la Chine. Ici, on sent peut-être une inquiétude sur un rapport moins ferme de la part de l'administration américaine », a-t-il dit.

opex360.com

Jens Stoltenberg : « L'Europe de la défense ne peut pas remplacer l'Otan »

ENTRETIEN. À l'orée de la présidence Biden, le secrétaire général de l'Otan plaide pour un réengagement des Etats-Unis et le maintien de la Turquie dans l'Alliance.

Propos recueillis par Luc de Barochez - Publié le 31/12/2020 à 09:00 | Le Point.fr



Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'Otan, à Bruxelles, le 6 janvier 2020.

© Dursun Aydemir / ANADOLU AGENCY

Relance de la relation transatlantique après le traumatisme des années Trump, menace persistante de la Russie, mais pas (pas encore ?) de la Chine, reconnaissance d'un problème avec la Turquie, nouveau ton sur la défense européenne chaleureusement encouragée à se développer à condition qu'elle reste compatible avec l'Alliance atlantique... L'ancien Premier ministre norvégien Jens Stoltenberg, qui est depuis six ans le secrétaire général de l'Otan à Bruxelles, dresse un état des lieux de la sécurité de l'Occident dans une interview accordée au *Point* avant l'investiture du président Joe Biden à Washington.

Le Point : Après l'arrivée prochaine de Joe Biden à la Maison-Blanche, l'Otan va-t-elle contribuer à rapprocher l'Amérique et l'Europe ?

Jens Stoltenberg : J'ai invité le président élu, Joe Biden, à participer à un sommet de l'Otan à Bruxelles après son investiture. Il m'a confirmé qu'il viendrait. Je me réjouis de l'accueillir, car il est un ardent partisan du lien transatlantique et de la coopération entre l'Amérique du Nord et l'Europe.

Une Otan forte est bonne non seulement pour l'Europe mais aussi pour l'Amérique du Nord. La nouvelle ère nous offre l'occasion de resserrer encore une fois les liens.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 19

La réalité est que l'Otan a prouvé, année après année, qu'elle savait faire face aux menaces et aux défis. Cela ressort clairement du rapport sur l'Otan à l'horizon 2030 qui a été rédigé par un groupe international d'experts que j'ai constitué, parmi lesquels l'ancien ministre français Hubert Védrine. L'Otan est une organisation agile qui continue à s'adapter. C'est un succès, car elle a toujours évolué, à mesure que le monde change. Pendant quarante ans, nous avons dissuadé l'Union soviétique. Après la chute du mur de Berlin, nous avons contribué à mettre un terme aux guerres dans les Balkans, en Bosnie puis au Kosovo. Après les attentats du 11 septembre 2001, nous avons été à l'avant-garde de la lutte contre le terrorisme. Nous avons ensuite contribué à vaincre l'État islamique. Après l'annexion illégale de la Crimée, nous avons mis en œuvre le renforcement de notre défense collective, le plus important depuis la fin de la guerre froide, et nous avons augmenté les dépenses de défense.

La critique du président Macron visait la cohésion de l'Otan, menacée par la Turquie de Recep Tayyip Erdogan. La Turquie peut-elle rester membre de l'Otan ?

Je reconnais qu'il existe des différends entre alliés. Nous sommes 30 pays membres, avec des histoires et des géographies distinctes. Il n'y a rien de nouveau là-dedans, souvenons-nous, par exemple, de la crise de Suez en 1956, de la décision de la France de quitter la coopération militaire dans les années 1960, de la crise de Chypre dans les années 1970 ou encore de la guerre d'Irak en 2003. À chaque fois, les membres de l'Otan ont prouvé, qu'en dépit de leurs divergences, ils étaient toujours capables de s'unir pour mener leur mission primordiale qui est de se protéger et de se défendre mutuellement. L'Otan est une plateforme pour traiter les désaccords. Je suis satisfait que la Grèce et la Turquie aient accepté un mécanisme de désescalade au sein de l'Otan, avec la mise en place d'un « téléphone rouge » pour éviter les incidents, et l'annulation de certaines manœuvres militaires pour réduire les risques de conflit.

Cependant, le comportement de la Turquie est-il celui d'un pays allié ?

Je connais les défis auxquels nous faisons face en Méditerranée orientale, la décision de la Turquie d'acheter à la Russie des systèmes de défense aérienne S400, la situation en Libye... Cela me préoccupe et j'en ai parlé récemment avec le président Macron. Mais je sais aussi que la Turquie est un allié important de l'Otan. Elle a une position géographique stratégique. Les bases et les infrastructures turques ont été essentielles pour libérer les territoires contrôlés par Daech en Irak et en Syrie. Aucun allié de l'Otan n'héberge autant de réfugiés que la Turquie, près de 4 millions ! Et aucun autre allié n'a eu à subir autant d'attaques terroristes. Alors oui, il y a des raisons d'être préoccupé, mais, en même temps, je pense qu'il est important de conserver la Turquie au sein de l'Alliance et de travailler avec elle.

Il y a alourdi les coûts et réduit la compétitivité de l'industrie de défense un seul type principal de char de combat aux États-Unis, contre neuf en Europe !

La ministre allemande de la Défense, Annegret Kramp-Karrenbauer, a jugé « illusoire » la quête d'une autonomie stratégique de l'Europe. Êtes-vous d'accord avec elle ?

Je ne crois pas en l'Europe seule, de la même façon que je ne crois pas aux États-Unis seuls. Je soutiens à fond les efforts européens en matière de défense, car je suis profondément convaincu qu'ils renforcent et l'Otan et l'Europe. Ils peuvent contribuer à développer de nouvelles compétences, et c'est très bien. Ils peuvent aider à lutter contre la fragmentation de l'industrie de défense, c'est aussi très bien. Il y a, par exemple, un seul type principal de char de combat aux États-Unis, contre neuf en Europe ! Cela alourdit les coûts et réduit la compétitivité de l'industrie de défense européenne. Un surcroît de défense européenne signifie également un accroissement des budgets de défense, ce que réclame l'Otan depuis plusieurs décennies. Je ne peux donc qu'y être favorable. Mais attention, cela ne peut pas remplacer l'Otan !



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20

Cela doit venir en complément, ne serait-ce que parce que 80 % des dépenses de défense de l'Alliance émanent de membres extérieurs à l'Union comme la Norvège, le Royaume-Uni ou les États-Unis, des pays qui comptent pour aider à défendre l'Europe. Toute tentative d'éloigner l'Europe de l'Amérique du Nord affaiblirait non seulement l'Otan, mais aussi l'Europe. Je suis pour l'unité européenne, cependant celle-ci ne peut pas remplacer l'unité transatlantique. Tel est mon message.

Le mandat de Donald Trump a pourtant montré l'intérêt d'une plus grande indépendance de l'Europe pour faire pièce aux menaces extérieures, comme au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord...

Il nous faut travailler de concert. Les États-Unis ont joué un rôle clé dans le combat contre Daech, à proximité immédiate de l'Europe. Ils fournissent aussi un soutien critique à la présence militaire européenne au Mali, avec des moyens de transports stratégiques, de reconnaissance et de surveillance.

Il est toujours délicat de savoir à quel moment il faut employer la force militaire ou pas.

L'opération française au Sahel, avec l'appui de contingents européens, dure depuis huit ans. Est-ce un succès ?

Elle est importante, tout comme le sont nos missions en Afghanistan, en Irak ou ailleurs pour combattre le terrorisme et contribuer à stabiliser notre environnement. Plus celui-ci est stable, plus nous sommes en sécurité. Je félicite la France pour son leadership et sa participation aux opérations militaires au Mali et dans le reste du Sahel ; je me réjouis que ses efforts soient appuyés par d'autres alliés de l'Otan, avec un soutien critique des États-Unis. Quel que soit le format de la mission, il est bon que les Européens et les Américains affrontent ensemble les défis sécuritaires.

Mais on ne voit jamais la fin de ces opérations !

Il est toujours délicat de savoir à quel moment il faut employer la force militaire ou pas. La communauté internationale a parfois été critiquée, à juste titre, pour n'être pas intervenue, comme au Rwanda ou à Srebrenica. Nous avons aussi été critiqués pour n'avoir pas agi à temps, comme en Syrie. Et nous avons vu, en Irak ou en Afghanistan, que nos opérations militaires aussi étaient difficiles. Ce n'est pas noir ou blanc. S'il y a une leçon à tirer de tout ça, c'est bien le besoin de former et d'entraîner des forces locales pour leur permettre de stabiliser leur propre pays.

L'Union soviétique a disparu il y a trente ans. La Russie est-elle encore l'ennemi numéro un de l'Otan ?

Nous n'attribuons pas de numéro à nos adversaires. Je ne vois pas de menace immédiate venir de Russie sous forme d'attaque militaire. Mais je vois une Russie qui s'affirme. Elle use de son pouvoir militaire contre ses voisins, la Géorgie et l'Ukraine. Elle tente de s'ingérer dans nos processus démocratiques, on l'a vu aux États-Unis ou en France. Elle a été derrière des cyberattaques visant des parlements, comme en Allemagne ou en Norvège. Elle a utilisé un agent chimique pour assassiner des gens au Royaume-Uni. Même si elle n'est pas aussi puissante que le fut l'Union soviétique, elle possède l'arme nucléaire et des missiles qui peuvent atteindre l'ensemble de l'Europe. Cela n'efface en rien les autres menaces sécuritaires : le terrorisme, les cyberattaques, les implications sécuritaires de l'essor de la Chine... Dans chaque cas, l'Otan doit être forte et préparée à y répondre. Les prévisions des experts quant aux prochaines crises sécuritaires ont toujours été peu fiables. Personne ou presque n'avait prévu la chute du mur de Berlin, ni les attentats du 11 septembre, ni l'émergence de l'État islamique. Plutôt que d'essayer de prédire, il faut se préparer aux surprises.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

La Chine est-elle une menace à vos yeux ?

Nous ne considérons pas la Chine comme un adversaire. Son essor crée de grandes opportunités, économiques, entre autres. Il a également permis à des centaines de millions de gens de sortir de la pauvreté. En même temps, il pose des défis sérieux. La Chine a la deuxième économie du monde, le deuxième budget de défense, des systèmes d'armes avancés capables d'atteindre tous les alliés de l'Otan. Elle ne partage pas nos valeurs, comme nous le constatons à Hongkong ou dans la manière dont elle traite ses minorités. L'Otan doit œuvrer avec les démocraties partenaires qui partagent ses valeurs, comme la Corée du Sud, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Nous devons nous serrer les coudes, en tant que communauté des démocraties qui partagent des valeurs identiques. L'Otan est une plateforme conçue pour cette tâche.

L'Otan doit-elle contribuer à endiguer la Chine ?

Je ne suis pas favorable à ce que l'Otan intervienne en mer de Chine méridionale ou qu'elle devienne une alliance mondiale incluant des États membres de toute la planète. Elle doit rester une alliance régionale entre l'Amérique du Nord et l'Europe. Mais l'essor de la Chine démontre que nous avons à affronter plus de menaces et de défis mondiaux. Et elle se rapproche de nous ! Elle est présente en Arctique, en Afrique, elle investit lourdement dans les infrastructures en Europe, elle est présente dans le cyberspace, dans l'espace. Nous voyons comment elle compromet la liberté de navigation, par exemple en mer de Chine méridionale. Cela nous importe. L'essor de la Chine démontre l'importance de ne pas être seul, de ne pas diviser l'Europe et l'Amérique. Les États-Unis ne sont pas assez gros, l'Europe n'est pas assez grosse mais ensemble, nous représentons 50 % de la puissance économique et militaire mondiale.

Défense: mise en orbite de CSO-2, le deuxième satellite d'observation militaire de la France

l'Opinion - 30 décembre 2020 à 17h45



Le dernier né du programme CSO renforce l'ambition de modernisation des capacités spatiales de défense de l'Hexagone, en collectant des images à un très haut niveau de résolution

La France a « de nouveaux le centre spatial de Kourou, en Guyane. Mis en orbite à 480 kilomètres d'altitude par un lanceur Soyuz, ce deuxième satellite vise à augmenter la capacité de surveillance et de renseignement des armées en recueillant « un plus

grand nombre d'images d'une même zone géographique en un seul survol », à un très haut niveau de résolution, précise le ministère des Armées.

La technologie nouvelle génération de CSO-2 permettra notamment d'identifier « l'emploi d'un véhicule léger en environnement urbain et même déterminer la présence d'un armement à son bord ». Ce deuxième satellite s'ajoute ainsi à CSO-1, placé sur une orbite de 800 km pour la mission reconnaissance depuis près de deux ans, et sera complété par le lancement de CSO-3, qui sera positionné à 800 km de la Terre pour augmenter la fréquence de prise de vue. À terme, le programme sera entièrement déployé à l'horizon 2022, pour succéder progressivement aux satellites Hélios 2, toujours en service.

Lancement réussi du satellite d'observation militaire CSO-2. De nouveaux yeux dans l'espace pour nos opérations.



Autonomie. Le programme CSO, évalué à 1,8 milliard d'euros et piloté par la Direction générale de l'armement, l'Etat-Major des armées, ainsi que le Cnes, s'inscrit dans la démarche de renouvellement des capacités spatiales de défense française, prévue par la loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025. Un dispositif stratégique qui permet ainsi à la France de « préserver la liberté d'accès et d'utilisation de l'espace », pour renforcer son autonomie « en matière d'appréciation de situation et de décision », souligne le ministère des Armées.

Actualité : La France dévoile son prochain porte-avions nucléaire

Avec une longueur de plus de 300 mètres et un déplacement en charge d'au moins 75.000 tonnes, ce sera le plus grand bâtiment de guerre ayant vu le jour en Europe et, à ce stade, le plus imposant au monde après ses homologues américains, dont il approchera le gabarit. Cependant, alors que, sur fond d'accroissement des tensions internationales et de militarisation des espaces maritimes, de plus en plus de nations se dotent de porte-aéronefs ou développent et renouvellent leurs moyens dans ce domaine, des bâtiments aussi imposants pourraient bien voir le jour dans les deux prochaines décennies. On pense en particulier à la Chine et à la Russie, qui disposent aujourd'hui d'unités de 304 mètres et 60.000 tpc. Mais pas, comme la France et les Etats-Unis, de porte-avions à catapultes offrant des capacités nettement supérieures à l'aviation embarquée. « Le nucléaire restera la pierre angulaire de notre autonomie stratégique » Dans ce contexte international difficile et face à un avenir des plus incertains, la France a donc fait le choix de doter sa flotte d'un outil de projection de puissance comme elle n'en a jamais eu. Cela, 100 ans après les débuts du tout premier porte-avions français, l'ancien Béarn, à bord duquel le lieutenant de vaisseau Paul Teste, aux commandes d'un Hanriot monoplace, réalisa un premier appontage le 20 octobre 1920 en rade de Toulon. Hier, à l'occasion d'un déplacement sur le site Framatome du Creusot (Saône et Loire) au cours duquel il a affirmé son soutien à la filière nucléaire française, civile et militaire, Emmanuel Macron a officialisé sa décision de lancer le



programme de porte-avions de nouvelle génération (PANG). Et son choix d'opter, comme c'est le cas du Charles de Gaulle, pour une propulsion nucléaire. « Le nucléaire restera la pierre angulaire de notre autonomie stratégique (...) notre statut de grande puissance passe par la filière nucléaire. La dissuasion, nos sous-marins, notre porte-avions, tout ce qui fait que la France est une puissance indépendante, écoutée, respectée, repose sur vos savoir-faire », a dit le président de la République aux salariés de Framatome et aux représentants de toute la filière venus au Creusot. Un nouveau géant pour les chantiers de Saint-Nazaire.

La France dévoile son prochain porte-avions

Appelé à succéder à l'actuel porte-avions français, mis en service en 2001 et qui doit prendre sa retraite en 2038, le PANG verra le jour aux Chantiers de l'Atlantique, à Saint-Nazaire, désigné depuis 2008 par l'Etat pour la construction de toutes les plateformes militaires de plus de 8000 tonnes. Naval Group, qui avait réalisé le Charles de Gaulle à Brest, a en effet cessé son activité de constructions neuves à la pointe Bretagne, ne conservant en la matière que son site de Lorient pour les unités de surface de moins de 8000 tonnes, essentiellement des frégates et corvettes, ainsi que Cherbourg pour la production de sous-marins. Grâce à ses immenses infrastructures, Saint-Nazaire peut réaliser rapidement et à un coût bien plus compétitif que les anciens arsenaux brestois les plus grands navires du monde. Le record y demeure détenu par le supertanker Pierre Guillaumat, né en 1977 dans l'estuaire de la Loire.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 23

Un mastodonte de 414 mètres de long pour 63 mètres de large et 555.000 tonnes de port en lourd. Plus récemment, les Chantiers de l'Atlantique ont produit les plus gros paquebots de l'histoire de la croisière, dont le dernier représentant, le futur Symphony of the Seas (362 mètres de long pour 47 mètres de large à la flottaison et 66 au niveau des superstructures), est en achèvement à flot en vue d'une livraison fin 2021.

Les Chantiers de l'Atlantique (© : BERNARD BIGER) Les Chantiers de l'Atlantique (© : BERNARD BIGER)

Egalement chargés, après les derniers porte-hélicoptères amphibies (ex-BPC) du type Mistral (le Dixmude pour la France puis deux unités livrées à l'Egypte), de construire les quatre futurs bâtiments ravitailleurs de forces (BRF) de la Marine nationale, les Chantiers de l'Atlantique ont en fait un passé assez riche en matière de bateaux gris. C'est en effet sur les bords de Loire que sont par exemple nés les croiseurs Emile Bertin (1934) et Georges Leygues (1937), ainsi que le croiseur de bataille Strasbourg (1939) ou encore le cuirassé Jean Bart, achevé après la guerre après sa célèbre évasion de Saint-Nazaire, en juin 1940, sous les bombes allemandes. Les premiers porte-avions construits localement devaient être les Joffre et Painlevé, mis sur cale en 1938 et 1939 mais dont la construction fut interrompue par l'invasion allemande. Le premier « pont plat » nazairien sera finalement le Foch (1963-2000), sistership du Clemenceau (1961-1997) ayant pour sa part vu le jour à Brest, où la fin de l'armement de son jumeau a été menée à bien par l'ex-Direction des Constructions Navales, aujourd'hui Naval Group. Naval Group sera l'architecte d'ensemble Ce dernier sera architecte d'ensemble du porte-avions, qui sera réalisé en cotraitance avec les Chantiers de l'Atlantique mais aussi TechnicAtome pour les chaufferies nucléaires.

La maîtrise d'ouvrage du programme sera assurée par la Direction Générale de l'Armement (DGA) et celle des chaufferies par le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA). Les chaufferies seront réalisées par le site Naval Group d'Indret, près de Nantes, et convoyées par barge jusqu'à Saint-Nazaire, via un trajet fluvial direct sur la Loire d'une cinquantaine de kilomètres. Elles seront ensuite embarquées sur le bâtiment à un stade avancé de sa construction. Le site d'Indret, dans l'agglomération nantaise (© : NAVAL GROUP) Le site d'Indret, dans l'agglomération nantaise (© : NAVAL GROUP) Indret, 1994: les deux chaufferies du Charles de Gaulle embarquée sur une barge pour être convoyées à Brest (© : NAVAL GROUP) Indret, 1994: les deux chaufferies du Charles de Gaulle embarquée sur une barge pour être convoyées à Brest (© : NAVAL GROUP) Où charger les réacteurs ? Concernant le lieu où les cœurs seront chargés en combustible nucléaire, deux options sont sur la table : à Saint-Nazaire où à Toulon. La première solution serait la plus logique puisqu'elle permettrait de conduire les essais près du chantier constructeur. Ce dernier ne dispose certes pas des moyens industriels nécessaires pour une telle opération, mais celle-ci n'est en réalité pas aussi compliquée et sensible qu'on pourrait l'imaginer

Depuis le lointain Extrême Orient, jusqu'à nos portes, de nombreux conflits larvés sont susceptibles d'un jour dégénérer en conflits majeurs.

À titre d'exemple, le GBR (2S) Dominique TRINQUAND nous propose un petit tour du monde des lieux de tensions aujourd'hui les plus sensibles.

Après la fin de la guerre froide, qui préparait un affrontement majeur, de nombreux conflits ont émaillé la carte du monde : Yougoslavie, Somalie, Soudan, Sahel...Ceux-ci se sont tenus à la périphérie de nos intérêts majeurs et, de fait, ont d'ailleurs été souvent « délégués » à l'ONU sous forme d'opérations de maintien de la paix. Depuis, la résurgence ou l'affirmation « d'États-puissance » (Russie, Chine, Turquie) a fait apparaître des formes différentes de conflictualité.

Pour l'instant elles ont créé des tensions nouvelles, mais sans conduire à une conflagration majeure. Toutefois le danger d'un dérapage ou d'une escalade n'est pas à exclure. Pour illustrer ces nouvelles formes de conflits, il convient d'envisager les tensions en cours dans trois régions : l'étranger proche de la Russie, la mer de Chine et la Méditerranée avec la Libye.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 24

L'ÉTRANGER PROCHE RUSSE

Les « conflits gelés » ne sont pas seulement une figure liée à la dissolution de l'URSS, avec les cas bien connus de la Transnistrie, du Haut-Karabakh et l'Abkhazie, mais bien l'illustration d'un mode d'action contemporain de la Russie. Il a pour but de garantir un glacis de zones instables mettant la Russie à l'abri de liens géographiques directs avec l'Europe et l'OTAN.

L'Ukraine est à cet égard l'exemple le plus actuel de ce mode d'action. Alors que les pays d'Europe de l'Est occupés par l'Union soviétique constituaient un glacis naturel dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. Celui-ci se réduisit rapidement lors de la chute du mur de Berlin et l'adhésion de ces pays à l'OTAN, puis à l'UE. L'Ukraine et la Biélorussie devinrent les seuls pays importants constituant des « États tampons » pour donner un peu de profondeur stratégique à la Russie.



La crise de 2013-2014 est une bonne illustration de la nouvelle méthode utilisée par la Russie. En mars 2014, une insurrection armée non identifiée prend le pouvoir dans la région autonome ukrainienne de Crimée et réclame le rattachement à la Russie. Après l'organisation d'un référendum local, la région signe un traité avec la Russie pour sceller son appartenance à la fédération. Le résultat du référendum n'est reconnu ni par l'Ukraine, ni par l'Union européenne. Les révoltes prennent de l'importance dans la région orientale de l'Ukraine, le Donbass, jusqu'à l'intervention de l'armée ukrainienne pour lutter contre une insurrection armée pro-russe. Les premiers combats éclatent alors que les districts (oblast) de Donetsk et Louhansk, qui à elles deux forment le Donbass, s'autoproclament « républiques populaires » indépendantes, respectivement le

7 et le 27 avril 2014.

Aucun État ne reconnaît ces déclarations d'indépendance, pas même la Russie. Les accords de Minsk et le cessez-le-feu négocié en 2015 n'ont jamais réellement été appliqués, transformant ce conflit en « conflit gelé ». En septembre 2019, KIEV parvient elle-même – pour la première fois – à s'entendre directement avec la Russie pour procéder à un échange de prisonniers. L'Ukraine et des représentants séparatistes s'entendent également, le 1er octobre, pour proposer un texte de loi au Parlement ukrainien qui permettrait de mettre en œuvre la formule STEINMEIER (accord d'un statut spécial aux régions séparatistes en échange du retrait des troupes pro-russes). Un autre échange de prisonniers a lieu en décembre 2019 durant lequel plus de 200 personnes sont échangées. Dès lors, l'objectif suivant serait la tenue d'élections libres dans les régions séparatistes, le retrait des troupes russes et un apaisement des tensions à la frontière orientale, avant l'autonomisation progressive de ces provinces.

Dans les faits, récupérer les régions séparatistes semble difficile pour l'Ukraine, qui devrait composer avec une population souvent favorable à la Russie. C'est d'autant plus le cas en Crimée, où la Russie investit massivement, à l'instar d'un gigantesque pont entre la région et le continent russe, inauguré en 2018. La situation est légèrement différente dans un Donbass épuisé par la guerre, où la pauvreté prend le pas sur la crise politique. Depuis le lundi 27 juillet 2020, un cessez-le-feu est en vigueur pour suspendre le conflit militaire entre les forces ukrainiennes et les rebelles soutenus par la Russie. Reste à confirmer si celui-ci sera respecté par les partis.

La Russie craint le rapprochement des anciennes républiques soviétiques avec l'Union européenne, ainsi qu'une éventuelle adhésion à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), qu'elle voit comme une organisation concurrente. Dès lors, l'influence exercée par la Russie sur les régions séparatistes ukrainiennes est un moyen de peser sur la politique internationale de KIEV, afin de garder l'Ukraine dans la sphère panrusse ou, au moins, maintenir un glacis dans l'Est de l'Ukraine. Après avoir récupéré la Crimée et le port stratégique de SÉBASTOPOL en mer Noire, la Russie veut que la Biélorussie et l'Ukraine continuent à faire tampon.



En septembre 2012, un "briefing paper" de Chatham House soulignait que « si un pays se dirige vers le système politico-économique de l'Ouest, la Russie le rendra ingouvernable ; si l'Ouest ne parvient pas à un accord avec la Russie sur les questions de sécurité européenne, la Russie rendra l'Europe moins sûre. » La position allemande et française qui a consisté à refuser la candidature de l'Ukraine à l'OTAN est de nature à atténuer les tensions. Le statut spécial pour le Donbass permettrait de soulager les populations et rassurer MOSCOU. En tout état de cause, l'utilisation des « petits hommes verts » et de forces paramilitaires en Ukraine a permis à la Russie de mettre en œuvre sa politique sans provoquer de conflagration majeure.

LE GRIGNOTAGE EN MER DE CHINE

Les revendications chinoises en mer de Chine sont la source de nombreuses tensions entre la Chine et ses voisins, particulièrement le Vietnam, les Philippines, la Malaisie et le Japon, mais aussi les États-Unis. En effet, cette zone regorge de ressources naturelles et représente aussi un intérêt stratégique de poids avec un tiers du trafic maritime mondial. Depuis 1947, la Chine revendique la souveraineté de la ligne des neuf traits, qui recouvre plus de 80 % de la mer de Chine, ce qui engendre des tensions notamment autour des îles Paracels, des îles Spratleys et des récifs de Scarborough que la Chine est accusée de poldériser et de militariser.

Depuis plusieurs années, les pays voisins ont signalé plusieurs démonstrations de force chinoises autour des îles et îlots contestés avec une grande mobilisation de chalutiers et de bâtiments de guerre pour assoir l'hégémonie chinoise en mer de Chine. Profitant de sa montée en puissance militaire et de l'affaiblissement de la présence américaine dans la région, la Chine a mené au cours des dernières années l'aménagement de plusieurs îlots et récifs, malgré une sentence de la Cour arbitrale de LA-HAYE en juillet 2016. Les États-Unis considèrent la position de la Chine comme contraire au droit de la mer et comme une entrave grave au principe de la liberté de circulation (Convention de Montego Bay). Récemment les crispations sont devenues d'autant plus fortes que les États-Unis viennent de renforcer leur présence et, que face à l'expansionnisme chinois, ils

Mer de Chine méridionale : le grand bazar



multiplient les exercices et les démonstrations de force. De nombreux incidents ont d'ailleurs eu lieu entre des bâtiments chinois et des bâtiments américains dans la zone.

Plutôt que de chercher une confrontation directe avec ses voisins ou avec les Américains, PÉKIN entretient le sentiment d'insécurité dans la région en utilisant les « zones grises » concernant les revendications en mer de Chine et maintient la tension avec ses voisins. La stratégie d'insécurité de PÉKIN est d'autant plus efficace qu'aucun des pays de la zone n'est capable de faire le poids contre la marine chinoise. Seuls les États-Unis pourraient contre attaquer en cas d'agression chinoise en mer de Chine ou contre un pays dont ils assurent la sécurité. La stratégie chinoise vise essentiellement à s'approprier progressivement des îlots ou des espaces maritimes stratégiques et à les militariser pour asseoir ses revendications territoriales dans la ligne des neuf traits.

Après la récupération de Macao et Hong-Kong la mer de Chine est l'objet d'un grignotage reposant sur la faiblesse des pays de la zone. L'exemple le plus frappant concerne les Philippines. Les Philippines et la Chine se disputent la souveraineté des îles Spratleys, officiellement en partie dans la Zone économique exclusive (ZEE) des Philippines. Cependant, ces îles ont été militarisées par la Chine et des îlots artificiels ont été construits. La Chine revendique donc la souveraineté de ces îlots en raison de ces constructions sur place. Après avoir aménagé plusieurs récifs dans les îles Spratleys et Paracels, en y installant des pistes d'atterrissage voire des batteries de missiles, l'armée chinoise s'apprêterait à se lancer dans des travaux d'envergure dans les récifs de Scarborough pour y créer un avant-poste. Cet ensemble maritime revendiqué par MANILLE se trouve à 230 km des côtes philippines.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

Il est passé sous le contrôle de PÉKIN en 2012 quand la marine chinoise y a déployé ses navires sans que les Philippines, sous-équipés, parviennent à les déloger.

En 2013, face à l'empreinte chinoise sur son territoire, le gouvernement philippin de Benigno AQUINO a fait une demande d'arbitrage à la Cours Internationale de Justice de LA-HAYE. La CIJ rend son jugement en 2016 et donne raison à MANILLE. « Le tribunal juge qu'il n'y a aucun fondement juridique pour que la Chine revendique des droits historiques sur des ressources dans les zones maritimes à l'intérieur de la ligne en neuf traits », a statué l'organe des Nations-Unies. Concernant les îles Spratleys, les juges ont estimé « qu'aucun des éléments revendiqués par la Chine ne pouvait générer une zone économique exclusive, le tribunal a conclu qu'il pouvait — sans délimiter de frontières — déclarer que certaines zones maritimes relèvent de la zone économique exclusive des Philippines, parce que la Chine n'y dispose d'aucun droit. » Le tribunal n'a pas statué sur la souveraineté des récifs de SCARBOROUGH, mais a estimé que la Chine a bien violé les droits des pêcheurs philippins en imposant un blocus. PÉKIN rejette catégoriquement les conclusions de la Cour internationale de justice (CIJ). Plus récemment, le retour de la flotte américaine en mer de Chine méridionale, mais aussi l'attitude plus conciliante des pays concernés, en particulier les Philippines depuis l'élection de Rodrigo DUTERTE, a conduit PÉKIN à se montrer moins agressif, tout en poursuivant ses opérations dans la zone.

Plusieurs analystes estiment que le changement de position de MANILLE par rapport à la Chine s'explique par le fait que le pays a le pouvoir de punir les Philippines en restreignant le commerce et le tourisme, en interdisant les zones de pêche utilisées par les Philippines et en harcelant ses navires de ravitaillement militaires. L'armée philippine n'est pas équipée pour dissuader l'intrusion chinoise. Dans le même temps, PÉKIN a offert aux Philippines des milliards de dollars d'investissements dans des infrastructures, inhibant ainsi l'une des voix les plus fortes contre sa position offensive. Rodrigo DUTERTE a minimisé les différends maritimes avec la Chine tout en s'éloignant des États-Unis.

En novembre 2017, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE / Association of Southeast Asian Nations [ASEAN]) a accepté le principe de l'établissement d'un code de conduite dans la zone très favorable aux intérêts chinois. Seul le Vietnam manifeste de fortes réserves. De nouvelles constructions chinoises sur les îles Spratleys, en 2019, ont engendré de nouvelles tensions entre les Philippines et la Chine. Selon Antonio CARPIO, ancien juge de la Cour suprême à MANILLE et expert respecté, la finalisation par la Chine de ses bases aériennes et navales est « pour bientôt ».

C'est la prochaine étape dans les plans de PÉKIN pour mettre en place une Air Defense Identification Zone (ADIZ / Zone d'identification de défense aérienne) en mer de Chine méridionale. Or, cette zone, avertit CARPIO, ne peut exister s'il subsiste à proximité du récif de SCARBOROUGH un « trou dans la couverture des radars, missiles et avions de combat de la Chine. » « SCARBOROUGH est la dernière pièce manquante du puzzle pour les Chinois. S'ils parviennent à mettre en place toutes leurs bases militaires, ils pourront totalement exclure militairement les autres pays de la mer de Chine du Sud. »

En mars 2020, la marine chinoise a mené des exercices en mer de Chine du Sud, utilisant pour la première fois des points d'appui dans les Spratleys et déployant des bâtiments de garde-côtes près du récif de SCARBOROUGH (qu'elle occupe depuis 2012), une provocation pour les Philippines. Toujours en mars, PÉKIN a installé deux « centres de recherche » sur les récifs de Fiery Cross et de Subi situés dans les îles Spratleys (revendiquées par les Philippines et le Vietnam). Officiellement, ces laboratoires seraient sous la juridiction de l'académie des sciences chinoise à des fins de recherche écologique, minérale et géologique. En réalité, soupçonnent des experts, une telle installation pourrait être destinée à des recherches plus « stratégiques » concernant la présence dans les fonds sous-marins de pétrole et de métaux rares... Ces deux récifs sont des îles artificielles « poldérisées » sur lesquelles les Chinois ont construit, il y a quelques années, des pistes d'atterrissage d'une longueur de 3 000 mètres où des avions de chasse et des bombardiers peuvent atterrir.



Taiwan reste le « gros morceau » qui n'est pas encore à portée de la Chine. Après la récupération des enclaves européennes de MACAO et HONG-KONG issues de guerres coloniales, le grignotage de la mer de Chine par un mélange de pressions diplomatiques, commerciales et militaires institue un état de fait chinois dans cette zone périphérique de l'Empire du Milieu. Depuis dix ans, cette méthode porte ses fruits et sans coup férir la Chine est en train de conquérir le contrôle d'une zone essentielle pour elle mais aussi pour la région et le monde.

LA LIBYE ET L'INTERVENTIONNISME TURC, LA GUERRE AUX PORTES DE L'EUROPE

Depuis la chute du régime de Mouammar KADHAFI en 2011, la Libye est plongée dans un conflit aux multiples fronts, complexifié par la présence accrue d'acteurs internationaux. La Libye, qui dispose des réserves de pétrole les plus abondantes d'Afrique, est déchirée par une lutte d'influence entre plusieurs pouvoirs aussi bien au niveau international qu'au niveau local. En 2014, les libéraux remportèrent les élections législatives. Toutefois, la nouvelle assemblée (la Chambre des représentants) dut se replier dans l'est du pays, sous la pression de la milice Fajr Libya, composée d'éléments proches des Frères musulmans. Ceci conduisit à la formation de deux gouvernements rivaux : l'un, à TRIPOLI dit de « Salut national », l'autre établi à TOBROUK et issu du Parlement nouvellement élu. En décembre 2015, sous l'égide des Nations unies, les deux rivaux signèrent les accords de SKHIRAT (Maroc), lesquels prévoyaient l'installation d'un Gouvernement d'accord national (GAN), dirigé par Fayez el-SARRAJ. Toutefois la Chambre des représentants refusa de reconnaître ce dernier, alors que c'était l'une des conditions préalables à son installation à TRIPOLI.

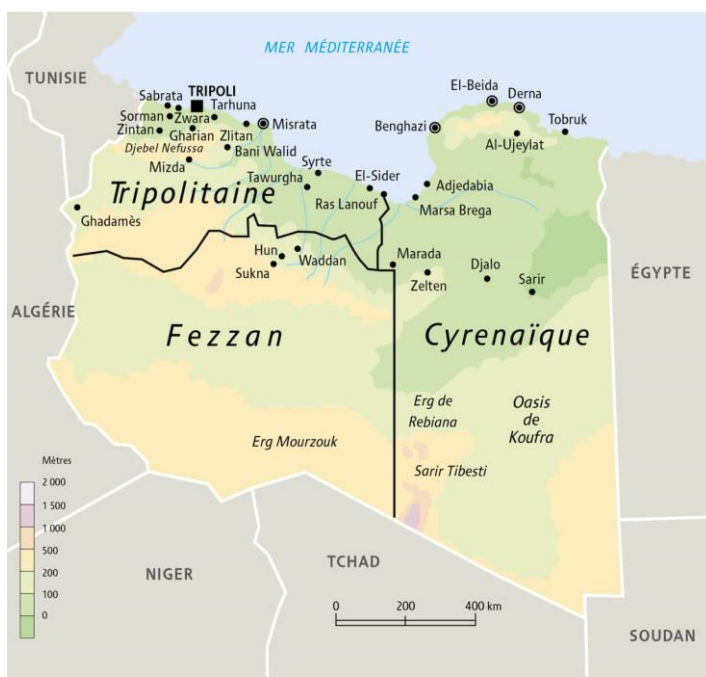
Depuis, les deux camps s'affrontent dans une lutte pour le contrôle du pays. Plusieurs réunions internationales ont eu lieu pour trouver une solution au conflit et endiguer la spirale de la violence dans laquelle le pays semble s'enfoncer. Cependant la complexité du conflit, la diversité des acteurs impliqués (Turquie, Russie, Égypte, EAU, France, Italie...) et les intérêts divergents (migration, terrorisme, ressources naturelles...) n'ont pour le moment pas permis de trouver une solution durable. Le 21 août, deux communiqués distincts, de Fayez el-SARRAJ et d'Aguilah SALEH (Président de la Chambre des représentants), annoncent un cessez-le feu et la fin des combats sur le territoire ainsi que l'organisation d'élections. La communauté internationale et les acteurs du conflit se sont félicités de cette avancée. Cet évènement reste à confirmer par les actes, les précédents cessez-le-feu s'étant souvent soldés par des échecs et le maréchal HAFTAR a déjà fait savoir que ce cessez-le-feu n'était qu'un « coup médiatique » organisé alors que le GAN prépare une nouvelle offensive.

Son installation à TRIPOLI

Les oppositions libyennes internes s'exacerbent par le renfort qu'elles reçoivent de l'étranger. Le Président turc ERDOGAN, en particulier, a vu dans le conflit libyen une occasion d'obtenir des avantages économiques, mais aussi de soutenir l'idéologie des frères musulmans entretenue par TRIPOLI. C'est donc à la fois une action

économique, de politique de puissance extérieure, mais surtout de politique intérieure pour rassembler son électorat nationaliste. En novembre 2019, ANKARA et TRIPOLI signent un accord de « coopération militaire et sécuritaire » et un accord de délimitation maritime qui permet à la Turquie de faire valoir des droits sur de vastes zones en Méditerranée orientale, riches en hydrocarbures et convoitées par d'autres pays comme la Grèce et Chypre. Cet accord illégal au regard du droit international a été obtenu grâce à la complicité de Fayez el-SARRAJ et en échange d'un soutien militaire massif. En effet, en janvier 2020, le président ERDOGAN obtient le feu vert des parlementaires pour déployer son armée en Libye.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), ANKARA aurait facilité le départ pour TRIPOLI de combattants venus de Syrie, provenant





La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 28

principalement des rangs de l'Armée syrienne libre (ASL). L'OSDH affirme que la Turquie a également libéré et transféré en Libye des membres de l'organisation État islamique (EI) et d'autres groupes djihadistes. L'envoi de troupes par la Turquie en Libye a inversé les rapports de force dans le conflit.

Grâce à ce nouvel appui, le GAN a pu freiner l'avancée des troupes du Maréchal HAFTAR et reconquérir une partie la côte nord-ouest du pays. Il s'agirait notamment de 17 000 militants syriens, 2 500 Tunisiens qui ont combattu dans les rangs de l'EI à Idlib et ALEP, et d'autres nationalités, dont des Soudanais. La Turquie a également envoyé de 2 500 à 3 000 officiers et experts militaires pour commander les salles d'opérations des troupes du GAN et piloter des drones depuis la base aérienne MITIGA à TRIPOLI. ANKARA aurait également livré par bateau et par avion des cargaisons d'armes et des équipements de défense anti-aérienne pour renforcer TRIPOLI. Pour le comité du Conseil de sécurité de l'ONU sur la Libye, le pays est en train de devenir un grand marché d'armes à la suite des violations de l'embargo décrété en 2011.

Les soutiens au profit du « gouvernement de TOBROUK » sont plus nombreux, mais semble-t-il moins efficaces à moins que l'intransigeance du Maréchal HAFTAR ne commence à lasser ses alliés ! La Russie avec la société WAGNER, l'Égypte et les Émirats sont les principaux soutiens. Soucieuse de sécuriser ses frontières poreuses, l'Égypte d'Abdel Fattah al-SISSI est un soutien de longue date de Khalifa HAFTAR, qualifié de « rempart contre le terrorisme ». Au fil des années, l'Égypte a attribué de nombreux attentats à des combattants islamistes, qui se seraient introduits sur son sol par cette frontière terrestre, et a déjà mené des frappes aériennes au-dessus de la Libye. En juin 2020, après la progression des forces du GAN sur le terrain et le recul de l'Armée nationale libyenne (ANL), le président égyptien a proposé un cessez-le-feu, prévenant que Le Caire se réservait la possibilité d'intervenir militairement pour stopper toute avancée vers l'Est des forces du GAN. Début juin, le parlement de TOBROUK avait demandé au CAIRE de réagir face à l'avancée des Turcs et au repli des forces du GAN à SYRTE. « Les dangers posés par l'occupation turque représentent une menace directe pour notre pays et pour les pays voisins, surtout pour l'Égypte », avaient insisté les députés pro-HAFTAR en réclamant une intervention égyptienne. LE-CAIRE considère Syrte, qui ouvre l'accès aux gisements pétroliers libyens et est située à mi-chemin entre TRIPOLI à l'Ouest et BENGHAZI à l'Est, comme une « ligne rouge ».

La ville natale de Mouammar KADHAFI est la porte d'entrée des ports exportateurs de pétrole contrôlée par les pro-HAFTAR. Claudia GAZZINI, du cercle de réflexion International Crisis Group, avançait en juin que LE-CAIRE souhaitait, à travers cette attitude belliqueuse, adresser un avertissement « aux Américains », dont l'attitude sur le dossier reste ambiguë, afin de marquer la menace que représente, d'après l'Égypte, la présence accrue des Turcs dans ce pays. Abdel Fattah al-SISSI s'est entretenu le 20 juillet, peu avant le vote du Parlement sur l'intervention en Libye, avec le président américain Donald TRUMP. Les relations avec ANKARA sont tendues depuis qu'al-SISSI est arrivé au pouvoir, en 2013, après avoir destitué Mohamed MORSI, membre des Frères musulmans, soutenus par ANKARA. LE-CAIRE « se méfie du GAN et voit l'implication de la Turquie comme une menace sérieuse », soulignait à la mi-juillet Yezid SAYIGH, directeur de recherche au Carnegie Middle-East Center. Son soutien pour HAFTAR vient « de l'espoir qu'il puisse assurer une frontière commune sûre et stable. » Si l'option d'une guerre frontale face à la Turquie paraît peu probable. En revanche, une entrée de l'armée égyptienne en Cyrénaïque n'est pas exclue « pour des raisons d'image et de réputation. »

Le conflit en Libye, avec ses enjeux économiques, mais aussi idéologiques, est une bouillotte aux portes de l'Europe où s'affrontent beaucoup d'intervenants alors que les Européens, premiers concernés en particulier par la menace des Frères musulmans et la continuité territoriale entre le Sahel et la Méditerranée sont absents. Il est devenu pour le Président ERDOGAN un instrument de démonstration de sa capacité d'agir à l'attention de son électorat nationaliste. La faiblesse des réponses à cette politique volontariste pourrait conduire à une extension du conflit en Tunisie et en Égypte alliés de l'Europe dans le combat contre le radicalisme islamiste sur le pourtour méditerranéen. C'est une sorte de stratégie indirecte qu'il ne faut pas sous-estimer.

EN RÉSUMÉ

Les tensions en Ukraine, en mer de Chine et en Libye démontrent que les conflits ne sont pas un objet du futur à redouter, mais qu'ils sont actuels. Elles sont un dosage subtil entre volonté et capacité des antagonistes. La possibilité de les maintenir à leur plus bas niveau de conflit dépend de plusieurs facteurs.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 29

Le premier est celui qui permet d'identifier les modes d'action, le second consiste à marquer une ligne à ne pas dépasser et pour assurer la crédibilité de celle-là d'être capable d'escalader. À cette fin, il faut disposer de capacités en renseignement permettant de suivre l'évolution de la crise et de capacités militaires crédibles sur un large spectre, aussi bien dans le domaine du cyber de plus en plus utilisé que dans le domaine des forces classiques et nucléaires.

Compte tenu de l'éloignement progressif, mais continu des États-Unis, la souveraineté européenne est à rechercher dans ces domaines. Tout dépend bien sûr d'une volonté politique exprimée clairement. Dans ce domaine, l'Europe a encore beaucoup de chemin à faire, mais la résurgence des tensions et l'attitude de l'administration TRUMP ont probablement été des accélérateurs de la prise de conscience d'une nécessaire souveraineté européenne. Dans ce contexte, la France peut être un moteur de cette souveraineté. À cet effet, elle doit rester en première ligne dans tous les domaines, tout en restant à l'écoute de ses partenaires, pour éviter le péché d'arrogance qui lui est trop souvent reproché.

theatrum-belli.com

Militarisation de l'espace: les Européens sont à la traîne



Jean-Dominique Merchet - 31 décembre 2020 à 19h09

Américains, Russes et Chinois s'équipent actuellement d'« objets manœuvrant » en orbite, qui peuvent venir espionner, brouiller, voire détruire d'autres satellites



© Thales

La France a « de nouveaux yeux dans l'espace pour [ses] opérations ». Mercredi sur Twitter, la ministre des Armées, a salué le lancement réussi du satellite d'observation militaire CSO-2, depuis le centre spatial de Kourou, en Guyane. Mis en orbite à 480 kilomètres d'altitude par un lanceur Soyouz, ce deuxième satellite vise à augmenter la capacité de surveillance et de renseignement des armées en recueillant « un plus grand nombre d'images d'une même zone géographique en un seul survol », précise le ministère.

Cela ne manque pas de sel : en septembre 2018, la ministre des Armées révélait que, l'année précédente, un satellite russe s'était approché « d'un peu trop près » d'un satellite franco-italien de communications militaires. « Cela s'appelle un acte d'espionnage » affirmait Florence Parly, en critiquant le comportement « inamical » de la Russie. Mais mercredi, le nouveau satellite espion français a été placé en orbite par une fusée... russe – un Soyouz – dans le cadre des accords avec Arianespace.

Ce satellite baptisé CSO-2 (composante spatiale optique) est un engin de 3,5 tonnes destiné à l'observation du sol depuis l'espace. Il est le deuxième élément d'une constellation qui doit en compter trois. Le premier a été lancé en décembre 2018 et le troisième le sera « à l'horizon 2022 ». Ces satellites optiques travaillent dans les domaines visibles et infrarouges. En revanche, ils ne peuvent pas voir au travers des nuages, contrairement aux engins radars.

Leur résolution relève du secret-défense, mais le ministère des Armées assure que CSO offre un « niveau de résolution et une capacité d'acquisition inégalés en Europe ». CSO-2 est sur une orbite relativement basse (480 km contre 800 pour les deux autres), ce qui améliore la précision de ses optiques.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 30

Troisième génération. Lorsque les trois satellites seront en orbite, ils pourront fournir 800 images par jour. Airbus est en charge de la maîtrise d'œuvre des satellites et Thales du système optique. Le programme, d'un coût de 1,8 milliard d'euros, est français mais plusieurs Etats européens (Allemagne, Suède, Belgique, Italie) ont signé des accords de coopération. CSO est la troisième génération française de satellites d'observation militaire, après Hélios-1 et Hélios-2.

Parallèlement à ces systèmes optiques, la France se dote d'engins d'écoutes électroniques depuis l'espace. Après Elisa, trois nouveaux satellites Ceres devraient être mis en orbite en 2021. D'autres satellites de type Syracuse servent aux communications sécurisées.

Au total, la France devrait consacrer 4,3 milliards à ses capacités spatiales militaires entre 2019 et 2025. En 2019, le ministère des Armées avait dévoilé sa « stratégie spatiale de défense », qui s'est notamment traduite par la création d'un commandement de l'espace (CDE) à Toulouse. Par ailleurs, l'armée de l'air vient d'être rebaptisée armée de l'air et de l'espace.

Ce changement de nom n'est seulement un coup de com'. Elle traduit les évolutions en cours dans la pensée stratégique. Xavier Pasco, spécialiste des politiques spatiales et directeur de la Fondation pour la recherche stratégique, le dit : « Jusqu'à présent, l'espace militaire était vu en termes d'utilité pour collecter et transmettre des informations. Il s'agit désormais de la considérer comme un milieu ». Un milieu où l'on opère comme le font les militaires sur la terre, à la mer ou dans le ciel.

Comme dans le cyber, l'attribution d'un comportement « inamical » à tel ou tel pays peut se révéler délicate dans l'espace

Si la France fait bonne figure dans le domaine spatial, comme le montre le satellite CSO-2, elle l'est sur des concepts technologiques déjà anciens. La révolution technologique en cours est l'arrivée d'« objets manœuvrant » en orbite, c'est-à-dire de satellites qui peuvent se rapprocher des autres, explique cet expert. « Les constellations de milliers de petits satellites qui vont être mis en place nécessiteront que l'on puisse intervenir sur eux pour les réparer ou les ravitailler ».

En matière militaire, « cela va accroître le climat d'incertitude, car une intervention pourra être coopérative ou non ». Américains, Russes et Chinois s'équipent actuellement d'engins qui peuvent venir espionner, brouiller, voire détruire d'autres satellites. Comme dans le cyber, l'attribution d'un comportement « inamical » à tel ou tel pays peut se révéler délicate dans l'espace.

Lasers de puissance. Pour l'instant, les Français et les Européens ne disposent pas de ce type de systèmes. En 2019, Florence Parly avait évoqué « l'emploi de lasers de puissance déployés depuis nos satellites ». L'industrie française (Airbus, Thales, ArianeGroup, Cilas...) possède les compétences technologiques pour le faire.

Les Etats-Unis, la Chine, la Russie et l'Inde se sont également dotés de capacités de détruire des satellites en tirant des missiles depuis la terre. Là encore, les Européens ne sont pas dans la course. « On doit désormais considérer les systèmes spatiaux comme des infrastructures qu'il faut protéger », ajoute Xavier Pasco.

L'un des grands enjeux est celui de la « transparence », ajoute-t-il, constatant que les grandes puissances, soucieuses de leur souveraineté, ne veulent pas vraiment d'un « code de bonne conduite » dans l'espace ou d'un traité qui instituerait un équivalent de l'Organisation de l'aviation civile internationale, qui permettrait de gérer le trafic spatial en orbite.

Avant même de penser à réguler ce trafic, il faut le connaître, de la même façon que l'armée de l'air surveille en permanence l'espace aérien français. En la matière, la France dispose de briques (radars Graves et Satam, système optique GeoTracker, télescopes Tarot) mais pas d'une architecture complète de « surveillance de la situation spatiale ». Là comme dans d'autres domaines, et malgré les investissements importants, la France doit, comme le disent les documents officiels, s'en remettre à « l'allié essentiel » que sont les Etats-Unis.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 31

IN MEMORIAM



UNION NATIONALE DES COMBATTANTS

Fondée en 1917 • Reconnue d'utilité publique par Décret du 20 mai 1920

Jeudi 3 décembre 2020

L'UNC SALUE LA MEMOIRE DU PRESIDENT VALÉRY GISCARD D'ESTAING

L'Union Nationale des Combattants a pris connaissance avec tristesse de la disparition du président Valéry Giscard d'Estaing, le mercredi 2 décembre 2020.

Elle s'incline respectueusement devant la mémoire d'un ancien président de la République qui a toujours fait preuve de bienveillance et de compréhension vis-à-vis du monde combattant, parce qu'il était des nôtres !

En août 1944, alors étudiant, il n'avait pas hésité à participer aux combats de la libération de Paris et, alors que rien ne l'y obligeait, il s'était engagé fin d'été 1944 au 2^e Régiment de Dragons, Régiment de Chars de la 1^{ère} armée du général Jean de Lattre de Tassigny. Servant dans un équipage de *Tank Destroyer*, il avait été cité à l'ordre de l'Armée et il était titulaire de la croix de guerre 1939-1945.

L'UNC n'oublie pas que c'est pendant son septennat que la qualité de combattant fut enfin reconnue aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 et en acceptant, le 16 mars 1977, de présider la cérémonie d'inhumation d'un soldat inconnu Mort pour la France en Algérie à Notre Dame de Lorette, il avait honoré tous les combattants de cette guerre.

Enfin, l'UNC rend grâce au président Giscard d'Estaing d'avoir toujours refusé toute démarche de repentance ...

Voilà les raisons qui justifient la reconnaissance de l'UNC et sa volonté de s'incliner respectueusement devant la mémoire de cet ancien président de la Ve République qui a combattu les armes à la main.

Hervé Longuet
Président national de l'UNC

Contact :

Hervé Longuet : 01 53 89 04 01



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 32

Solidarité de l'UNC avec les gendarmes de la compagnie d'AMBERT

Le drame est survenu dans la nuit de mardi à mercredi 23 décembre. Dans un hameau isolé près de Saint-Just, dans le Puy-de-Dôme, un forcené a tué trois gendarmes et en a blessé un quatrième, selon des sources concordantes. Les militaires décédés sont un brigadier de 21 ans, un adjudant de 37 ans et un lieutenant de 45 ans, tous appartenaient à la compagnie d'Ambert. Ils ont été mortellement blessés par un individu de 48 ans alors qu'ils menaient une opération visant à secourir une femme qui avait trouvé refuge sur le toit d'une maison. Vers 8 h 45, mercredi 23 décembre, le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a indiqué sur Twitter que le forcené avait été retrouvé mort.

Peu après minuit, deux gendarmes, alertés pour des faits de violence sur conjoint, ont été visés par des tirs, après avoir tenté de s'approcher de la maison où la femme menacée s'était réfugiée. L'un d'eux est décédé des suites de ses blessures tandis que le deuxième, blessé à la cuisse, a été transporté par les pompiers vers le centre hospitalier d'Ambert. Après ces premiers tirs, le forcené a mis le feu à sa maison. Des gendarmes présents aux abords de l'habitation et cherchant à savoir si les pompiers pouvaient s'engager pour éteindre l'incendie ont à leur tour été visés.

💙 Il s'appelait Arno Mavel, il avait 21 ans.

💙 Il s'appelait Rémi Dupuis, il avait 37 ans.

❤️ Il s'appelait Cyrille Morel, il avait 45 ans





La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 33



UNION NATIONALE DES COMBATTANTS
Fondée en 1917 • Reconnue d'utilité publique par Décret du 20 mai 1920

Mardi 29 décembre 2020

SOLIDARITE DE L'UNC AVEC LES CHASSEURS DE THIERVILLE MORTS POUR LA FRANCE

L'Union Nationale des Combattants a, une nouvelle fois, pris connaissance avec tristesse et émotion de la mort de trois frères d'arme, le brigadier-chef Tanerri Mauri, le chasseur de première classe Dorian Issakhanian et le chasseur de première classe Quentin Pauchet du 1^{er} régiment de chasseurs de Thierville-sur-Meuse le lundi 28 décembre, au cours d'une mission au sud du Mali, leur véhicule ayant explosé au contact d'un engin explosif improvisé.

L'UNC s'associe au deuil de l'armée de Terre et plus particulièrement à celui de tous leurs camarades du 1^{er} régiment de chasseurs.

Elle partage la douleur de leurs familles à qui elle adresse ses très sincères condoléances.

Elle s'incline respectueusement devant la mémoire de ces jeunes cavaliers « Morts pour la France ».

Aujourd'hui comme hier, l'Union Nationale des Combattants est totalement solidaire de tous les militaires qui servent la France en tout lieu et tout temps, contribuant ainsi à préserver leurs concitoyens de la menace djihadiste.

Hervé Longuet, président-national de l'UNC

Contact : Hervé Longuet : 01 53 89 04 01

18, rue Vézelay – 75008 PARIS (Métro : Villiers) • Tél. 01 53 89 04 04
E-mail : uncnationale@unc.fr – Site internet : www.unc.fr





La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 34

LE DRAME DE L'ACCIDENT D'HELICOPTERE LORS D'UN ENTRAINEMENT D'HELITREUILLAGE EN SAVOIE

L'association "Les Oubliés de la Nation" rend hommage aux cinq serviteurs décédés lors d'une mission d'entraînement le mardi 8 décembre 2020 dont trois membres civil de la compagnie privée "Service Aérien Français" et deux sauveteurs de la CRS Alpes d'Albertville.

Nous présentons à leurs familles et à leurs frères d'armes nos plus sincères condoléances.

- Capitaine Amaury LAGROY de CROUTTE et le Brigadier Stéphane Le MEUR de la CRS Alpes d'Albertville
- Lionel CRETIER, Pascal GABRIEL, Mathieu BENOIT de la Société SAF.

Tous ont été cités à l'Ordre de la Nation et ont reçu les insignes de chevalier de l'Ordre national du Mérite et leurs enfants bénéficieront du statut des "Pupilles de la Nation"





La LETTRE de **l'UNC Isère**

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 35



UNION NATIONALE DES COMBATTANTS

Fondée en 1917 • Reconnue d'utilité publique par Décret du 20 mai 1920

Dimanche 3 janvier 2021

L'UNC S'INCLINE RESPECTUEUSEMENT DEVANT LA MEMOIRE DES HUSSARDS DE CHAMBORAND MORTS POUR LA FRANCE

Quelques jours après la perte au combat de trois chasseurs de Thierville-sur-Meuse, c'est le 2^e régiment de Hussards d'Haguenau qui perd deux des siens au Mali.

L'Union Nationale des Combattants a pris de nouveau connaissance avec tristesse et émotion de l'annonce de la mort du sergent Yvonne Huynh et du brigadier Loïc Riser, tués au cours d'une opération conduite par la Force Barkhane, le samedi 2 janvier 2021, leur véhicule ayant été atteint par un engin explosif improvisé.

L'UNC s'associe au deuil de l'armée de Terre et plus particulièrement à celui de tous leurs camarades du 2^e régiment de Hussards.

Elle partage la douleur de leurs familles à qui elle adresse ses très sincères condoléances.

Elle s'incline respectueusement devant la mémoire de ces jeunes cavaliers « Morts pour la France ».

Elle souhaite un prompt rétablissement à leur camarade blessé.

L'Union Nationale des Combattants réaffirme sa totale solidarité avec ses frères d'armes qui servent la France, parfois dans l'oubli, en tout lieu et tout temps, contribuant ainsi à préserver leurs concitoyens de la menace djihadiste.

Hervé Longuet, président-national de l'UNC

Contact : Hervé Longuet : 01 53 89 04 01